



Date de dépôt : 8 juin 2026

Rapport

**de la commission des finances chargée d'étudier le projet de loi
du Conseil d'Etat approuvant le rapport de gestion du Conseil
d'Etat pour l'année 2025**

Rapport de majorité de Pierre Eckert (page 5)

Rapport de première minorité de François Baertschi (page 79)

Rapport de seconde minorité de Matthieu Jotterand (page 84)

Première partie

Projet de loi (13789-A)

approuvant le rapport de gestion du Conseil d'Etat pour l'année 2025

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu l'article 107, alinéa 3, de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012 ;
vu l'article 66 de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 septembre 1985 ;
vu l'article 8 de la loi sur l'exercice des compétences du Conseil d'Etat et l'organisation de l'administration, du 16 septembre 1993 ;
vu les articles 25 et 60 de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013,
décrète ce qui suit :

Article unique Approbation de la gestion du Conseil d'Etat

La gestion du Conseil d'Etat pour l'année 2025 est approuvée.

Table des matières

INTRODUCTION	5
Le mot du rapporteur	5
Séances et entités auditionnées	6
Récapitulatif des votes par politiques publiques	7
Tableau des projets de lois sur les états financiers et la gestion 2025.....	8
Position du rapporteur.....	11
TRAVAUX DE LA COMMISSION.....	11
Examen de la politique publique « A Autorités et gouvernance ».....	11
Audition de la présidence du Conseil d'Etat, de la chancellerie d'Etat et du département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures (pour les programmes A02, A03, A04 et A05).....	11
Audition de Genève Aéroport	14
Examen de la politique publique « B Etats-majors et prestations transversales ».....	15
Audition du département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures (DF pour les programmes B01-B02-B03).....	15
Audition du département du territoire (DT pour le programme B04).....	17
Audition du département des institutions et du numérique (DIN pour le programme B05)	18
Examen de la politique publique « C Cohésion sociale ».....	21
Audition du département de la cohésion sociale (DCS)	21
Audition de l'Hospice général	25
Examen de la politique publique « D Culture, sport et loisirs »	26
Audition du département de la cohésion sociale (DCS)	26
Examen de la politique publique « E Environnement et énergie »	28
Audition du département du territoire (DT).....	28
Examen de la politique publique « F Formation »	29
Audition de l'Université de Genève	29

Audition du département de l’instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP)	30
Examen de la politique publique « G Aménagement et logement »	35
Audition des Fondations immobilières de droit public (FIDP)	35
Audition du département du territoire (DT)	36
Examen de la politique publique « H Sécurité et population »	39
Audition du département des institutions et du numérique (DIN)	39
Examen de la politique publique « I Impôts et finances »	40
Audition du département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures (DF)	40
Examen de la politique publique « J Justice »	41
Audition du pouvoir judiciaire	41
Examen de la politique publique « K Santé »	43
Audition des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG)	43
Audition du département de la santé et des mobilités (DSM)	44
Audition de l’Institution genevoise de maintien à domicile (IMAD)	46
Examen des politiques publiques « L Economie et emploi » et « N Energie et SIG »	49
Audition du département de l’économie et de l’emploi (DEE)	49
Audition des Ports francs et entrepôts de Genève SA	53
Examen de la politique publique « M. Mobilité »	54
Audition des Transports publics genevois	54
Audition du département de la santé et des mobilités (DSM)	55
EXAMEN DES QUESTIONS TRANSVERSALES	59
Votes et prises de position	59
Conclusion	78

RAPPORT DE LA MAJORITÉ

Rapport de Pierre Eckert

La commission des finances, sous la présidence de M^{me} Emilie Fernandez, a débuté l'examen de la gestion du Conseil d'Etat ainsi que des comptes individuels et consolidés 2025 lors de sa séance du 1^{er} avril 2026, pour l'achever le 3 juin 2026.

Les procès-verbaux de la commission ont été tenus avec rigueur par M. Aurèle Dupuis ainsi que par M^{me} Coralie Tschanz. La commission des finances a été accompagnée dans ses travaux par M. Raphaël Audria, secrétaire scientifique.

Le département des finances a notamment été représenté par M. Olivier Fiumelli et M. Pierre-Emmanuel Beun tout au long des travaux de la commission.

Que l'ensemble de ces personnes soient remerciées pour le soutien apporté.

M^{me} Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat, a régulièrement participé aux réunions de la commission pour l'éclairer.

La commission relève l'excellente coopération du Conseil d'Etat, de l'administration et des entités auditionnées avec la commission et ses sous-commissions. Elle les en remercie également.

Les questions transversales ont été discutées au début de l'étude des comptes. Celles-ci figurent avec les réponses à la fin du rapport (voir annexes).

INTRODUCTION

Le mot du rapporteur

Comme on le verra plus bas, le rapporteur représente une majorité hétéroclite composée du PLR, du Centre, de LJS ainsi que des Vertes et des Verts. Les positions de ces composantes au sujet des diverses politiques publiques sont passablement divergentes. En fin de compte, les raisons d'accepter le rapport de gestion 2025 relèvent donc d'un arbitrage entre du bon et du moins bon en fonction des priorités politiques de chaque groupe.

Il faut dire à ce propos que l'année 2025 était plutôt faste en termes de moyens pour les charges puisqu'entre le budget 2024 et le budget 2025 une croissance des charges de 517 millions de francs, soit 5%, avait été votée à l'unanimité du parlement, à l'exception de l'UDC qui s'était abstenue. L'Etat

a donc obtenu les moyens de fournir les prestations à la population, insuffisants aux yeux de certains, excessifs aux yeux des autres.

Il est clair qu’au vu de l’important train de mesures d’économies qui se profile devant nous, que ce soit à travers le refus du budget 2026, soit par la mise en œuvre des mesures listées dans le rapport Zuin, cette majorité de circonstance volera très probablement en éclats.

Séances et entités auditionnées

La commission des finances a consacré 7 séances à l’étude des « comptes 2025 » (incluant l’étude de la gestion du Conseil d’Etat ainsi que l’analyse des comptes individuels et consolidés), ce qui équivaut à environ 25 heures de travaux parlementaires en plénière, sans compter les travaux menés par les sous-commissions composées de deux députés qui ont consacré – elles seules – près de 23 heures d’auditions à l’étude globale des comptes 2025 de l’Etat de Genève.

La commission des finances – outre les départements – a entendu les entités suivantes faisant partie du périmètre de consolidation :

- Aéroport international de Genève ;
- Fondations immobilières de droit public ;
- Hôpitaux universitaires de Genève ;
- Hospice général ;
- Institution genevoise de maintien à domicile ;
- Ports francs et entrepôts de Genève SA ;
- Transports publics genevois ;
- Université de Genève.

Il faut noter que, comme l’année dernière, ces auditions ont été menées directement en commission plénière, et ceci de manière anticipée, avant l’audition des départements de tutelle.

La commission a maintenu, en revanche, les auditions par les sous-commissions¹ pour les départements ainsi que pour les pouvoirs législatifs et judiciaires et la Cour des comptes.

Pour donner au lecteur un aperçu global des votes de la commission quant à la gestion, le rapporteur présente plus bas un décompte des votes par politique publique ainsi que le résultat par politique publique, en d’autres termes si celle-ci a été acceptée ou refusée par la commission.

¹ Voir en annexe la composition des sous-commissions pour les comptes 2025.

Récapitulatif des votes par politiques publiques

POLITIQUES PUBLIQUES	ACCEPTÉE	REFUSÉE	ABST.	Résultat par PP
AUTORITÉS ET GOUVERNANCE A	8 (2 UDC, 4 PLR, 1 LC, 1 LJS)	5 (2 Ve, 3 S)	2 (2 MCG)	Acceptée
ÉTATS-MAJORS ET PRESTATIONS TRANSVERSALES B	9 (3 PLR, 1 LC, 2 Ve, 3 S)	6 (2 UDC, 1 PLR, 2 MCG, 1 LJS)	–	Acceptée
COHÉSION SOCIALE C	5 (2 Ve, 3 S)	10 (2 UDC, 4 PLR, 1 LC, 2 MCG, 1 LJS)	–	Refusée
CULTURE, SPORT ET LOISIRS D	6 (1 LJS, 2 Ve, 3 S)	6 (2 UDC, 4 PLR)	3 (1 LC, 2 MCG)	Refusée
ENVIRONNEMENT ET ÉNERGIE E	9 (2 PLR, 1 LC, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)	4 (2 UDC, 2 PLR)	2 (2 MCG)	Acceptée
FORMATION F	8 (4 PLR, 1 LC, 1 LJS, 2 Ve)	7 (2 UDC, 2 MCG, 3 S)	–	Acceptée
AMÉNAGEMENT ET LOGEMENT G	6 (3 S, 2 Ve, 1 LJS)	8 (2 MCG, 4 PLR, 2 UDC)	1 (1 LC)	Refusée
SÉCURITÉ ET POPULATION H	13 (1 S, 2 Ve, 1 LJS, 2 MCG, 1 LC, 4 PLR, 2 UDC)		2 (2 S)	Acceptée
IMPÔTS ET FINANCES I	6 (1 LC, 4 PLR, 1 UDC)	9 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 2 MCG, 1 UDC)	–	Refusée

POLITIQUES PUBLIQUES	ACCEPTÉE	REFUSÉE	ABST.	Résultat par PP
JUSTICE J	15 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 2 MCG, 1 LC, 4 PLR, 2 UDC)	-	-	Acceptée
SANTÉ K	7 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 1 LC)	6 (2 MCG, 4 PLR)	2 (2 UDC)	Acceptée
ÉCONOMIE ET EMPLOI L	6 (1 LJS, 1 LC, 4 PLR)	9 (3 S, 2 Ve, 2 MCG, 2 UDC)	-	Refusée
MOBILITÉ M	6 (3 S, 2 Ve, 1 LJS)	5 (2 MCG, 1 PLR, 2 UDC)	4 (1 LC, 3 PLR)	Acceptée
ÉNERGIE N	10 (3 S, 2 Ve, 1 LC, 4 PLR)	4 (2 MCG, 2 UDC)	1 (1 LJS)	Acceptée

Tableau des projets de lois sur les états financiers et la gestion 2025

Le tableau ci-dessous recense – pour mémoire – les divers projets de lois sur les états financiers et la gestion 2025 tels que répartis entre les commissions (état au 14 mai 2025).

Des éléments complémentaires sur les comptes individuels et consolidés se trouvent dans les rapports sur les projets de lois 13790 et 13791.

Entités consolidées	Etats financiers	Activité/gestion
Etablissements de droit public		
Services industriels de Genève	Commission de l'énergie et des Services industriels de Genève (PL 13811)	Commission de l'énergie et des Services industriels de Genève (PL 13812)
Hôpitaux universitaires de Genève	COFIN (PL 13813)	Commission de la santé (PL 13814)

Entités consolidées	Etats financiers	Activité/gestion
Aéroport international de Genève	COFIN (PL 13795)	Commission de l'économie (PL 13796)
Transports publics genevois	Commission des transports (PL 13815)	Commission des transports (PL 13816)
Université de Genève	COFIN (PL 13817)	Commission de l'enseignement supérieur (PL 13818)
Hospice général	COFIN (PL 13828)	Commission des affaires sociales (PL 13829)
Institution de maintien, d'aide et de soins à domicile	COFIN (PL 13819)	Commission de la santé (PL 13820)
Fondations de droit public		
Etablissements publics pour l'intégration (EPI)	COFIN (PL 13821)	Commission des affaires sociales (PL 13822)
Fondation des parkings	COFIN (PL 13823)	Commission des transports (PL 13824)
Fondation pour les terrains industriels	COFIN (PL 13797)	Commission de l'économie (PL 13798)
Fondation pour la promotion du logement bon marché et de l'habitat coopératif	COFIN (PL 13799)	Commission du logement (PL 13800)
Fondations immobilières de droit public		
Fondation HBM Camille Martin	COFIN (PL 13803)	Commission du logement (PL 13804)
Fondation HBM Emma Kammacher	COFIN (PL 13803)	Commission du logement (PL 13804)
Fondation HBM Jean Dutoit	COFIN (PL 13803)	Commission du logement (PL 13804)

Entités consolidées	Etats financiers	Activité/gestion
Fondation HBM Emile Dupont	COFIN (PL 13803)	Commission du logement (PL 13804)
Fondation René et Kate Block	COFIN (PL 13803)	Commission du logement (PL 13804)
Fondation PAV (Praille-Acacias-Vernets)	COFIN (PL 13801)	Commission de l'aménagement (PL 13802)

Relevons que l'examen des « Comptes » par la commission des finances est toujours un moment opportun pour évaluer la gestion du Conseil d'Etat, plus particulièrement celle d'un exercice annuel.

L'étude systématique des politiques publiques se fait tant en commission qu'en sous-commission.

Les auditions qui concernent les diverses politiques publiques menées en commission plénière servent de bilan aux auditions des sous-commissions. Même si des éléments supplémentaires peuvent parfois être soulevés en commission plénière, les rapports de sous-commissions permettent d'approfondir le sujet avec une présentation des programmes et des réponses apportées aux questions des sous-commissaires. C'est pourquoi ces rapports sont annexés et le rapporteur prie le lecteur de s'y référer pour les politiques publiques qui l'intéressent plus particulièrement.

Ce rapport contiendra également un résumé des auditions des entités publiques autonomes qui ont été entendues par la commission et pour lesquelles il n'y a pas de rapports de sous-commissions.

Le rapporteur reprendra uniquement les auditions des établissements publics autonomes pour lesquels il n'y a pas de rapports de sous-commissions et portera particulièrement son attention sur les diverses politiques publiques.

Pour le surplus, le lecteur sera renvoyé aux rapports relatifs aux projets de lois 13790 et 13791.

Remarquons encore que les questions transversales ont été transmises aux trois pouvoirs et à la Cour des comptes. Les réponses à celles-ci ont été réceptionnées et examinées par la commission, notamment lors de la séance du 3 juin 2026².

² Voir les réponses en annexe.

Position du rapporteur

Comme on le verra ci-dessous, le rapporteur représente une majorité hétéroclite composée du PLR, du Centre, de LJS ainsi que des Vertes et des Verts. Les positions de ces composantes au sujet des diverses politiques publiques sont passablement divergentes. Les raisons d'accepter le rapport de gestion 2025 relèvent donc d'un arbitrage entre du bon et du moins bon en fonction des priorités politiques de chaque groupe.

Il faut dire à ce propos que l'année 2025 était plutôt faste en termes de moyens puisqu'entre le budget 2024 et le budget 2025 une croissance des charges de 5% avait été votée à l'unanimité du parlement, à l'exception de l'UDC qui s'était abstenue. Il est clair qu'au vu de l'important train de mesures d'économies qui se profilent devant nous, soit par le refus du budget, soit par la mise en œuvre des mesures listées dans le rapport Zuin, cette majorité de circonstance volera probablement en éclats.

TRAVAUX DE LA COMMISSION

Examen de la politique publique « A Autorités et gouvernance »

La commission a auditionné le Secrétariat général du Grand Conseil uniquement en sous-commission. Elle a procédé de même pour la Cour des comptes. L'audition du Grand Conseil menée en sous-commission est annexée au rapport, tout comme celle de la Cour des comptes.

Audition de la présidence du Conseil d'Etat, de la chancellerie d'Etat et du département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures (pour les programmes A02, A03, A04 et A05)

M^{me} Michèle Righetti-El Zayadi, chancelière d'Etat, et M^{me} Malika Bussien, directrice des finances/PRE

Les commissaires rapporteurs sont M^{me} Natacha Buffet-Desfayes et M. Grégoire Carasso, qui n'ajoutent rien à leur rapport.

La présidente interroge les auditionnées sur la politique publique A04, par rapport à la lutte contre les violences domestiques. Elle pose les questions suivantes : techniquement, de quelle manière serait-il possible d'inscrire une dynamique de pérennisation comme mentionné dans le rapport ? Comment est-il possible de passer d'une subvention annuelle à un financement pérenne ? Elle fait référence à l'indicateur 2.1 et à une proposition qui figure dans le rapport.

M^{me} Bussien répond qu'il s'agirait pour le Conseil d'Etat d'inscrire un montant dans le budget, celui-ci serait ensuite proposé à la commission et voté

au Grand Conseil. Il y a deux possibilités : soit ce sont des projets en dessous des seuils LIAF, dans ce cas le Conseil d'Etat est compétent pour autoriser ces aides. Ou alors, ce sont des projets en dessus de ces seuils, alors des projets de lois devront être déposés.

Un député (S) précise que, sur le million alloué, seuls 700 000 francs ont été dépensés, sachant qu'il y avait un appel à projets. Tous les projets de qualité ont été subventionnés, certains ont été entamés en retard.

Un député (MCG) pose une question sur le scrutin de novembre à Vernier ; il veut savoir quel est le surcoût lié à ceci.

M^{me} Righetti-El Zayadi dit qu'il y a eu une facturation adressée à la commune.

M^{me} Bussien complète que la majeure partie des coûts à la charge du canton pour l'organisation de l'élection complémentaire ont été refacturés à la commune de Vernier, à l'exception de quelques coûts déjà préexistants pour la votation du 30 novembre (p. ex. : frais d'expédition du matériel de vote aux Suisses résidents). Le montant total refacturé à Vernier s'est élevé à 122 428 francs.

Un député (S) demande à quelles fins précises le montant d'un million de francs versé en faveur de la commune de Blatten (VS) était destiné. Il veut savoir de quelle manière la commune et les autorités ont utilisé cette somme.

M^{me} Righetti-El Zayadi dit que les contacts ont été réguliers pour s'assurer de la juste affectation. Les objectifs poursuivis par le versement de 1 million à la commune de Blatten et mentionnés dans la demande de crédit supplémentaire accepté par la commission sont les suivants. Cette mobilisation poursuit deux objectifs complémentaires, à savoir répondre aux besoins urgents des habitantes et habitants de Blatten (besoins de première nécessité : hébergement d'urgence, accompagnement social, fourniture de matériel de base, etc.), mais également participer à l'accompagnement de la reconstruction du village et à la relance de ses activités sociales, économiques et collectives.

En date du 18 mars 2026, la commune de Blatten a informé le Conseil d'Etat d'un premier point de situation sur l'utilisation du financement versé. Il s'agit principalement, selon le souhait du Conseil d'Etat, du financement du projet de reconstruction du village afin de maintenir la cohésion sociale en évitant des déménagements vers d'autres lieux d'habitation. A cet effet, la commune nous a informés qu'une société Wohnraum Blatten AG a été créée, que les terrains destinés au projet immobilier ont été acquis et que les travaux seront prochainement attribués. L'intention de la commune est d'utiliser l'intégralité du montant pour soutenir le projet et d'autres points de situations seront effectués au cours du projet.

Un député (S) pose une question sur la FAGI (Fondation pour la Genève internationale). Il aimerait savoir comment évolue cette fondation et quels sont les résultats des projets qu'elle soutient.

M^{me} Righetti-El Zayadi précise que ce dossier est traité aux affaires internationales (DF). Les projets soutenus par la FAGI ne remplacent pas la baisse des financements, mais encouragent l'adaptation. Ainsi, elle ne soutient pas d'activités courantes, mais promeut les synergies, l'innovation et les projets qui ont potentiellement un impact de nature systémique pour la Genève internationale.

La disponibilité des fonds de la FAGI accélère l'adoption de l'IA au sein des organisations, mais pas uniquement ; on observe également une volonté croissante de développer des synergies et de mutualiser des services. Les organisations ayant obtenu des fonds pour de tels projets sont sollicitées par d'autres, intéressées par l'échange d'expériences. La FAGI représente donc un levier véritablement unique. Une dynamique positive s'est installée, et la Suisse a renforcé son image de partenaire fiable.

Cela dit, la crise n'est pas terminée et l'on attend de nouvelles difficultés pour les organisations, qui se traduiront probablement par de nouveaux licenciements ou délocalisations de fonctions administratives. Genève doit continuer ses efforts afin de s'assurer que la Genève internationale continue à se profiler dans ses domaines d'expertise et dans les domaines d'avenir.

Quelques chiffres au 28.5.2026 : date d'entrée en activité : 8 juillet 2025 ; nombre de séances du Conseil : 7 ; nombre de séances de la commission consultative : 7 ; nombre, de projets traités (décisions prises par le Conseil) : 32 ; nombre de projets validés : 15 ; nombre de projets refusés : 17 ; montants totaux engagés (selon les projets validés par le Conseil) : 25,6 millions ; montant moyen des projets validés : 1,5 million ; contrats de donation signés : 8 ; nombre de projets reçus : 91 (56 traités à la mi-juillet 2026 selon planification actuelle) ; montant total demandé : 279 millions ; montants mis à disposition de la FAGI : 52 millions (FWH : 25 millions, Etat GE : 25 millions, Ville de Genève : 2 millions) ; budget de fonctionnement annuel 2026 : 858 000 francs ; personnel du secrétariat : 3 ETP (depuis le 1^{er} novembre 2025).

Un député (Ve) demande quelques informations complémentaires sur le vote électronique. Il veut savoir quels sont les projets pour l'année prochaine.

M^{me} Righetti-El Zayadi dit que Genève s'est annoncé comme canton-pilote. Elle ajoute que l'ambition de la Chancellerie fédérale, c'est de pérenniser ce type de scrutin sur la prochaine législature. Le canton est actuellement audité par les experts de la Chancellerie fédérale et les résultats

sont bons. Il y aura une reprise pour le mois de juin 2027 (votations) et à l'automne 2027 (élections). La discussion porte actuellement sur le périmètre de reprise. Il y a une limite à 30% de l'électorat. L'idée est de gérer cette reprise de la manière la plus sécuritaire possible. M^{me} Righetti-El Zayadi dit que la stratégie est de commencer par les Suisses de l'étranger – fortement pénalisés par l'abandon du vote électronique à Genève – et les personnes en situation de handicap. Il faudra ensuite élargir progressivement le périmètre. Pour améliorer le processus, il faut éviter de pouvoir céder son matériel de vote électronique et privilégier le plus possible la Swiss ID. En 2027, l'idée sera de redémarrer le vote électronique dans un périmètre réduit. Au fur et à mesure du renforcement de la sécurité, il s'agira ensuite d'élargir ce périmètre.

Le député (Ve) affirme qu'il y a effectivement des inquiétudes pour les prochaines élections, fédérales et cantonales.

M^{me} Righetti-El Zayadi dit que le Swiss ID est un mécanisme de sécurité très fort. Dans l'arrêt rendu par la Cour de justice – qui a annulé le scrutin de Vernier – la question est restée ouverte de savoir s'il s'agissait de vols de matériels de vote ou de dons de ces documents à des tiers. L'hypothèse la plus probable est la deuxième option. Il est très difficile d'agir sur cette non-cession du matériel de vote. Il y a une possibilité d'utiliser l'IA pour créer des systèmes d'alerte dans ce domaine et analyser des bulletins. Il y a un volet pédagogique aussi qu'il faut absolument mettre en œuvre.

Audition de Genève Aéroport³

M. Christian Lüscher, président du conseil d'administration, M. Jean-François de Saussure, directeur général, et M^{me} Aline Vaglio, directrice financière

M. de Saussure souligne une légère baisse concernant le nombre de passagers se situant à 17,8 millions de personnes pour 2025 et il mentionne la baisse des revenus des organisations internationales (restrictions et pertes d'emploi) comme éléments explicatifs. Il note également la mise en place du système quota-bruit, visant à contrôler les décollages nocturnes, après 22 heures. Il explique qu'en cumulant 2024 et 2025, ce système a permis la réduction de 50% de ces décollages nocturnes.

M^{me} Vaglio précise encore que l'année 2025 a été bonne, avec un bénéfice de 52,9 millions de francs et elle relève qu'il y a eu des investissements importants, par exemple sur le système de tri des bagages. Sur l'année 2025,

³ Voir la présentation en annexe.

la directrice des finances relève que l'aéroport poursuit son désendettement comme planifié.

Par suite de ces explications, la commission souhaite avoir des précisions complémentaires sur la possibilité d'augmenter les taxes pour les passagers.

La directrice des finances répond qu'il y a une procédure stricte à suivre, à savoir, en premier lieu, justifier les augmentations tarifaires auprès des compagnies aériennes, puis négocier avec elles. Sans aboutissement de ces négociations, une phase réglementée rentre en force avec, dans certains cas, des recours au Tribunal fédéral induisant potentiellement un gel des tarifs.

La question du succès du système quota-bruit est abordée et la commission souhaite connaître le montant des amendes payées par les compagnies aériennes.

La commission est informée que le montant total est de 205 000 francs pour le moment et que le système est progressif : de 2000 francs à potentiellement 40 000 francs par vol, ce qui peut vite impacter le bénéfice de la compagnie.

Enfin, une dernière question concernant le prêt de 200 millions octroyé en 2022 est posée. La directrice des finances relève que ce prêt n'est plus d'actualité, car il ne peut être activé que dans le cadre des suites de la crise COVID.

Examen de la politique publique « B Etats-majors et prestations transversales »

Audition du département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures (DF pour les programmes B01-B02-B03)

M^{me} Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat, M. Pierre Béguet, directeur des finances de l'Etat, et M^{me} Coralie Apffel-Mampaey, directrice générale

Les commissaires rapporteurs sont M. Pierre Eckert et M. Jacques Béné. Qui mentionnent que la politique B est multiforme. Ils disent qu'on traite ici de la B01, B02 et B03. La B01 concerne les états-majors départementaux. Ils ajoutent que le programme qui a suscité de nombreuses discussions, c'est la B02 (Gestion transversale et départementale des ressources humaines), des discussions portant notamment sur le coût du programme G'Evolue, le plan de lutte contre l'absence ou encore la stratégie RH « Travailler autrement ».

Un député (S) pose une question sur les médecins-conseils. Il cite un passage du rapport : « seuls 43% des cas passant devant les médecins-conseils sont jugés fondés ». Il demande des explications complémentaires sur ce point mentionné dans le rapport.

M^{me} Fontanet dit qu'on fait appel au médecin-conseil uniquement en cas de doute, typiquement dans le cas de posts sur les réseaux d'activités peu compatibles avec une absence pour cause de maladie. Elle dit qu'avant, il n'y avait pas de médecin-conseil psychiatre, ce qui est le cas maintenant. Elle spécifie qu'il y a aujourd'hui des remises en cause de certains certificats médicaux. Ces personnes reviennent au travail et les choses se passent bien.

M^{me} Fontanet dit qu'il s'agit ici de lutter contre les absences injustifiées. Elle ajoute que la jurisprudence indique que l'avis du médecin-conseil prime sur le certificat médical du médecin traitant. La personne malade a l'obligation de lever son secret médical : le médecin-conseil a ainsi accès à l'ensemble du dossier de la personne.

M^{me} Fontanet précise que c'est 43% sur l'ensemble des personnes qui sont envoyées chez le médecin-conseil, ce n'est pas le cas de toutes les personnes absentes.

Le député (S) demande quelle est l'information donnée à la hiérarchie et à l'administration, une fois que le jugement est fait sur la validité du certificat.

M^{me} Fontanet répond qu'une communication est faite et porte uniquement sur la conformité ou non dudit certificat ; il n'y a pas d'autres informations. Les informations complémentaires restent dans les mains du médecin-conseil.

M^{me} Apffel Mampaey dit qu'en 2025, au total, il y a eu 70 cas (de personnes envoyées chez le médecin-conseil).

Un député (MCG) demande qui détermine l'envoi d'un fonctionnaire auprès du médecin-conseil.

M^{me} Fontanet répond que la procédure est la suivante : lorsque la hiérarchie a des doutes, il y a une interpellation auprès des RH, puis le dossier est transmis au médecin du travail interne, et ensuite finalement la personne est envoyée auprès du médecin-conseil, qui doit statuer.

Un député (S) demande ce qui se passe si le médecin-conseil juge le certificat non conforme. Il demande s'il y a une voie de recours pour l'employé.

M^{me} Fontanet dit qu'au niveau interne, il n'y a pas de voie de recours.

M^{me} Apffel Mampaey dit que cela va ensuite au niveau de la Chambre.

Une députée (Ve) pose une question sur l'égalité hommes/femmes. Elle dit qu'on a les éléments globaux et elle aimerait avoir ces indications par politique publique.

M^{me} Fontanet dit que cela se trouve dans le Bilan social.

La députée (Ve) demande si le département fait des analyses approfondies sur l'enjeu lié au travail et aux égalités de genre.

M^{me} Fontanet répond que ces phénomènes sont connus. Il y a le Bureau de l'égalité et de prévention des violences au sein du département. Dans les soins, il y a une forte présence de femmes.

M^{me} Apffel Mampaey dit que dans le Bilan social, il est possible de trouver le salaire médian et le salaire moyen pour les hommes et pour les femmes. Elle précise que ceci permet déjà d'avoir plusieurs informations. Il y a un salaire moyen des femmes assez élevé, car il y a une forte représentation de femmes au niveau du corps enseignant. Avec les 9 nouveaux critères, de la méthode G'Evolue, il va y avoir un rééquilibrage entre les métiers dits masculins et les métiers dits féminins.

Audition du département du territoire (DT pour le programme B04)

M. Nicolas Walder, conseiller d'Etat, M. Christian Goumaz, secrétaire général, M. Frédéric Dekoninck, directeur financier, et M. Serge Jandeau, directeur administration et finances de l'OCBA

Les députés rapporteurs rappellent qu'on parle ici uniquement des bâtiments de l'Etat. Le rôle de l'OCBA, c'est de planifier les besoins, de réaliser les projets et d'entretenir les bâtiments. La priorité actuelle, c'est la rénovation énergétique de ces bâtiments : il y a 3 projets de lois votés par le Grand Conseil sur cet enjeu. Il y a un léger retard par rapport à la planification. Ils précisent que le département a récemment décidé d'accélérer ces rénovations énergétiques. Un des gros projets est la patinoire du Trèfle-Blanc.

Une députée (PLR) demande à quoi correspond exactement un poste de pilotage attaché au secrétariat général.

M. Goumaz dit que cela regroupe toutes les tâches liées aux contrôles internes, aux indicateurs, aux suivis des rapports SAI. Il s'agit de faire remonter des données pour connaître la performance des différents offices.

M. Walder rajoute que la direction générale de l'OCBA est un poste très exposé, avec beaucoup de responsabilités.

Une députée (PLR) pose une question sur la prison de Champ-Dollon où 30 millions de frais d'entretien sont engagés. Elle aimerait savoir ce qui est prévu concernant des rénovations potentielles.

Suite à une discussion avec l'OCBA et le DIN, M. Walder dit qu'il s'agit aujourd'hui de trouver un terrain provisoire pour permettre des rocade, et rénover aile par aile ce bâtiment. L'idée est d'externaliser sur ce terrain provisoire les prisonniers les moins problématiques. Cela va prendre du temps.

L'entretien est une chose, mais les rénovations dans un lieu carcéral sont très compliquées : il précise que le site est plein, ce qui augmente l'ampleur du défi.

M. Goumaz dit que la prison doit continuer à fonctionner et qu'il faut, dans le même temps, la faire évoluer, ce qui est évidemment loin d'être facile. Il ajoute qu'on ne parle pas ici de rénovations légères, mais d'un projet bien plus conséquent. Il y a des choix stratégiques qui doivent être arbitrés prochainement.

En traitant le sujet des rénovations de l'ensemble des bâtiments de l'Etat, la députée (PLR) demande à M. Walder quelles sont ses intentions. Elle se réfère notamment à l'indicateur de la part thermique et renouvelable.

M. Walder dit qu'il y a une priorité actuellement qui consiste à accélérer la transition sur les bâtiments de l'Etat.

M. Goumaz dit qu'il y a une forte dépendance des bâtiments de l'Etat aux réseaux thermiques structurants : il ajoute que le gros des bâtiments est concerné par cet enjeu.

Concernant l'indicateur de la part thermique et renouvelable dont il est question, M. Jandeu précise que l'objectif de 27-28% visé est atteint depuis le 1^{er} janvier 2025. Il y a ici un basculement par paliers vers du renouvelable.

La députée (PLR) dit que les objectifs sont ici bien en deçà des SIG. Elle ajoute qu'il y a un manque de priorisation sur ce plan.

M. Goumaz dit que pour l'Etat on se réfère à un parc immobilier, ce qui est bien différent des SIG. Il dit qu'il y a évidemment une volonté de maximiser le photovoltaïque sur l'ensemble des toits. De ce qui est exploitable, il y a déjà une bonne partie qui l'a été.

Un député (LC) pose une question sur le Trèfle-Blanc. Il souhaite savoir l'avancement récent, notamment concernant les discussions avec l'OFROU.

M. Goumaz dit qu'on est dans les phases d'autorisation de construire. L'OFROU a abordé des problématiques en lien avec l'autoroute. Les discussions avec l'OFROU sont toujours complexes. Il y avait un blocage et les choses sont maintenant sur le point de se résoudre.

Audition du département des institutions et du numérique (DIN pour le programme B05)

M^{me} Carole-Anne Kast, conseillère d'Etat, M. Guy Schrenzel, secrétaire général, M. Michel Clavel, directeur financier, et M. Alain Bachmann, directeur général de l'OCSIN

Les commissaires rapporteurs relatent que, pour le programme B05, il y a une augmentation importante des investissements, qui passent de 52 millions

en 2022 à 103 millions en 2025. Il y a aussi une hausse des frais de fonctionnement et des prestations octroyées à la population. Ils évoquent également dans ses propos liminaires le rapport Gartner comparant des coûts informatiques. Ce rapport a été présenté en sous-commission. Il y a notamment eu un rattrapage du retard en matière d'investissements informatiques. Ils rappellent la contrainte du cloud souverain, qui doit être respectée et qui doit permettre d'assurer la sécurité des données. Cette contrainte implique des coûts élevés.

M. Kast dit que la sous-commission a effectivement accordé une attention particulière au rapport Gartner. L'idée était d'évaluer les prestations faites par l'OCSIN, en comparaison européenne. Elle rappelle que ce programme est transversal et que le travail se fait pour l'entier des départements. M^{me} Kast fait la distinction en préambule entre le socle – qui permet l'entretien et le fonctionnement de l'OCSIN – et les projets – qui sont annexes et doivent assurer des gains d'efficience de différentes manières. Le rapport Gartner analyse ces différents aspects pour l'OCSIN. Elle précise qu'il a été convenu d'axer la présentation du jour sur ce rapport.

M. Bachmann remercie les commissaires rapporteurs. Il se charge de la présentation du rapport Gartner. Il dit que c'est la troisième fois que cet exercice est réalisé : en 2015, 2019 et 2025. Le rapport de 2025 porte sur l'exercice 2024. L'idée est de déterminer si l'organisation de l'OCSIN est correctement alignée sur les différentes entités similaires en Europe. M. Bachmann dit qu'il y a aussi l'idée de comparer l'OCSIN par rapport à la situation décrite en 2019. Sur ce point, il dit qu'on observe différentes tendances depuis 2019 : émergence de l'intelligence artificielle, hausse des menaces liées à la cybersécurité, une augmentation de la pratique du télétravail. Entre 2014 et 2024, les dépenses ont beaucoup augmenté et les investissements ont aussi progressé. M. Bachmann fait observer ici un rattrapage en matière d'investissements informatiques. Malgré les investissements récents, l'OCSIN est encore en dessous de la moyenne observée dans d'autres entités comparables : on est à 2,35% en 2024 pour l'OCSIN, la moyenne des pairs est à 4%. Il rappelle que récemment les investissements ont été doublés entre 2022 et 2025. On se situe donc dans un processus de transition.

M. Bachmann aborde ensuite les conclusions du rapport Gartner. Il dit qu'il y a une recommandation qui consiste à renforcer des fonctions de management et d'appui. Il faut aussi déployer des supports pour l'innovation et la transition numérique. Il ajoute qu'un travail de simplification du portefeuille applicatif devra être mené. Il faut ici plus de transversalités. Au niveau des infrastructures, les coûts sont maîtrisés et se situent en dessous de la moyenne du secteur. Le rapport Gartner suggère de réduire le poids des applications.

M. Bachmann dit qu'il y a 5 initiatives essentielles et prioritaires : ajuster le niveau des ressources managériales et support, rationaliser le parc applicatif, accélérer l'usage de l'automatisation et de l'intelligence artificielle, externaliser de façon sélective et gérer la demande métier, et enfin veiller et préparer l'adoption du cloud souverain.

Concernant le socle, un député (LJS) aimerait savoir ce qu'il en est en termes de coûts financiers et humains. Il dit qu'une des missions centrales aujourd'hui, c'est la question de l'employabilité des collaboratrices et collaborateurs au sein de l'OCSIN. Il rappelle les mutations sérieuses engendrées par l'IA. Il demande quels sont les projets d'employabilité par rapport au personnel, et s'il est possible d'avoir une vision claire et ordonnée sur les questions de socle, de support et de développement.

Concernant les ETP internes et externes, M. Bachmann dit que deux tiers des externes travaillent sur de l'investissement. Il ajoute que la question de l'employabilité va se jouer sur les ETP internes, donc sur le fonctionnement. Il y a des tâches de maintenance, mais aussi de support.

Le député (LJS) demande si ce serait possible de séparer clairement la partie socle, la partie support et tout ce qui relève de la partie développement applicatif. Il dit que ce sont des tâches bien différentes et qu'il aimerait un ordre de grandeur financier pour ces trois catégories.

M. Kast répond que le département peut effectivement fournir un ordre de grandeur sur ces trois missions, avec l'évolution des coûts.

Un député (LC) remercie les auditionnés. Il dit qu'à l'OCSIN les montants sont souvent élevés et les projets parfois compliqués. Il y a aussi une transversalité entre les départements. Il aimerait avoir l'avis de M. Bachmann sur l'organisation et le fonctionnement de l'OCSIN aujourd'hui.

M. Bachmann dit que, lors de son entrée en fonction, il souhaitait modifier un certain nombre d'aspects. Il a fait une proposition de modification de l'organisation pour répondre aux enjeux actuels. Il dit qu'il était important de mettre l'accent sur la transition numérique. Un point important, c'était de mettre en place une direction qui soit capable de piloter l'ensemble du portefeuille projets. Il a souhaité mutualiser les ressources sur cet aspect. Il ajoute qu'il y a une partie de développement pour des solutions métiers, une partie pour les bases de données et serveurs, une partie pour la mise à disposition d'environnements de travail pour les utilisateurs. L'organisation est aujourd'hui opérationnelle et les postes ont été mis au concours l'automne dernier. Les recrutements ont eu lieu. Il poursuit en disant que les 6 directeurs sont en place et qu'il y a un septième qui arrivera au mois de juillet.

Un député (S) demande ce qu'il en est du développement d'un modèle d'intelligence artificielle interne à l'Etat. Il souhaite savoir aussi si l'application « Chronotime » a déployé ses effets à présent.

M^{me} Kast dit que l'application « Chronotime » est un des éléments du projet KAIROS. Il s'agit ici de mieux planifier les activités des policiers et des agents de détention. Cette application doit justement gérer des horaires atypiques (24h/24). Le 1^{er} avril de l'année passée, les premiers éléments du projet KAIROS ont été mis en place. Actuellement, le département consolide ce déploiement. Il y a une seconde partie du projet KAIROS qui n'est pas encore en vigueur : il s'agit de l'outil « Plani ». Pour déployer cette seconde partie, elle dit que le département devra demander un crédit complémentaire.

Concernant le premier point soulevé, M. Bachmann dit que deux outils sont développés : le premier aide à la prise de notes, le second permet de faire de la rédaction assistée. Il dit que ces outils vont aider par exemple un inspecteur de la police judiciaire, qui est assisté par l'IA lors de la rédaction d'un rapport.

Le député (S) demande si ces données hautement confidentielles restent en interne.

M. Bachmann confirme.

Examen de la politique publique « C Cohésion sociale »

Audition du département de la cohésion sociale (DCS)

M. Thierry Apothéloz, conseiller d'Etat, M. Aldo Maffia, directeur général, OAIS, M. Didier Noir, économiste, et M. Raphaël Fragnière, directeur général, OPAD

Les commissaires rapporteurs, M^{me} Natacha Buffet-Desfayes et M. Jacques Blondin, déclarent en introduction qu'au niveau financier ce qui ressort, avec 3 milliards de budget, c'est l'augmentation des charges contraintes.

Par rapport aux apprentissages, une députée (PLR) aimerait une précision portant sur l'égalité de traitement entre les jeunes qui passeront par Jafa et ceux qui ne bénéficieront pas de ce programme.

M. Apothéloz dit que l'objectif du programme Jafa (Jeunes actifs et en formation) est de proposer un projet concret et professionnel aux jeunes qui sont à l'aide sociale. L'idée du projet est de dire à ces jeunes qu'ils ne sont plus bénéficiaires d'une aide sociale au sens strict du terme, mais plutôt au bénéfice d'une bourse d'études. Le programme Jafa prévoit un suivi de l'Hospice général, mais aussi de la part de formateurs. Il y a des critères d'entrée dans le dispositif Jafa.

M. Maffia dit que l'idée centrale ici était de remobiliser des jeunes à l'aide sociale et sans formation. Il dit qu'il y a un risque portant sur le passage du programme Jafa à un système de bourse d'études classique sur une démotivation liée à l'aspect financier. Pour Jafa, ce qu'il est important de comprendre ici, c'est qu'on parle vraiment de jeunes qui sont à l'aide sociale.

La députée (PLR) demande si Jafa peut potentiellement représenter une incitation à être à l'aide sociale pour certains jeunes. Elle dit que le plus tôt la remobilisation du jeune se fait, le mieux c'est.

M. Maffia répond que la personne peut aussi potentiellement se maintenir à l'aide sociale plutôt que de se former. Il rappelle que ce programme Jafa prévoit des conditions, notamment le fait de suivre des mesures de coaching. Ce n'est pas uniquement un choix d'opportunité, mais c'est aussi le fait d'accepter certaines règles. Il indique que, pour l'instant, c'est un projet-pilote. Il précise que ce projet s'adresse à des jeunes qui se sont remobilisés. Pour celles et ceux qui souffrent, d'autres mesures particulières devront être mises en place. C'est une thématique centrale du côté de l'assurance-invalidité : il faudra également trouver des mesures pour les jeunes à l'AI ou en risque d'AI.

Sur ce projet pilote, la députée (PLR) dit que le nombre de jeunes à l'aide sociale continue d'augmenter. Sur la durée, elle aimerait savoir si potentiellement ce programme pourrait devenir un principe fort pour les jeunes à l'aide sociale. Sur ce point, elle demande quel est le coût de ce programme et le gain financier potentiel.

M. Maffia répond que le département n'a pas ces chiffres, et qu'on lance seulement maintenant l'évaluation. Jafa concerne uniquement une centaine de jeunes. L'idée sera de déterminer si ces jeunes parviennent à obtenir une certification et un emploi. Indépendamment des coûts, il ajoute qu'on est obligé d'investir dans ce domaine simplement pour l'avenir de ces jeunes qui sont en difficulté.

Sur la protection de l'adulte, un député (Ve) relève qu'on observe de grandes difficultés. Le projet RePair aura des effets uniquement à partir de 2030. Il demande de quelle manière le manque de ressources va être comblé dans ce domaine à court terme.

Sur l'OPAd (office de protection de l'adulte), M. Apothéloz dit que la situation en 2026 se péjore. Il y a un épuisement des collaboratrices et collaborateurs. Le nombre de dossiers continue d'augmenter. L'OPAd n'a pas de marge de manœuvre sur cela, le tribunal étant responsable de la mesure. Il faut agir rapidement sur la situation de l'OPAd. Les arrêts maladie sont nombreux, ce qui reporte une charge plus importante sur les autres collaboratrices et collaborateurs. Il y a eu la semaine dernière une agression

physique sur une collaboratrice, la situation est donc grave. Il y a une plainte déposée concernant des menaces de mort. M. Apothéloz dit que la complexification des situations traitées engendre une violence importante. Il y a des discussions menées avec le TPAE. Il se dit soucieux par rapport aux perspectives de l'OPAd.

M. Fragnière dit qu'il vit au quotidien les inquiétudes formulées par M. Apothéloz. La situation s'est fortement dégradée depuis le début de l'année. Il y a 10% de taux d'absentéisme. Il y a deux curatrices en plus en arrêt depuis la semaine dernière. C'est une cohorte de personnes relativement peu nombreuse, mais elles prennent beaucoup de temps. Les collaboratrices et collaborateurs doivent veiller à se protéger. Le niveau de sécurité dans l'office est augmenté. Il faudrait pouvoir diminuer le nombre de curatelles, car Genève dépasse largement les 60 mandats recommandés par la Conférence en matière de protection des mineurs et adultes. A Neuchâtel, ce chiffre s'élève à 40. Au niveau vaudois, ce chiffre est de 55. L'idée en réduisant le nombre de mandats est d'agir sur les sorties de curatelles. Il confirme qu'aujourd'hui la situation est très préoccupante à Genève.

M. Fragnière dit que l'OPAd doit traiter les cas les plus difficiles, mais qu'en tant que service public, il faut assumer ces cas et avoir les moyens de les traiter. Le mélange des publics pose aussi problème.

Le député (Ve) ajoute que, lorsque le TPAE envoie un dossier à l'OPAd, ce dernier n'a que très peu d'informations sur le dossier lui-même.

M. Fragnière dit que ce n'est pas exact, et il précise que les relations avec le TPAE sont aujourd'hui bonnes.

Un député (LC) demande un point de situation sur l'évolution concernant l'aide sociale.

M. Apothéloz répond que l'augmentation prévue est moindre : il y a un ralentissement du nombre de nouvelles situations. Il y a des temporalités dans l'année : une baisse en janvier, une hausse en septembre. Les chiffres des 4 premiers mois sont plutôt encourageants.

Par rapport aux agressions sur les employées et employés, une députée (PLR) aimerait des chiffres pour l'Hospice général. Elle demande, en cas d'agression, quelles procédures sont mises en place, et si c'est la personne lésée elle-même ou si c'est l'Etat qui doit actionner la procédure.

Sur l'aide sociale, M. Apothéloz répond qu'il existe un centre d'action sociale (CAS) sécurisé, qui permet aux collaboratrices et collaborateurs de se sentir en sécurité. Il n'a pas sur le moment les chiffres du nombre de personnes qui fréquentent ces CAS spécialisés. Les problèmes ne sont pas aussi aigus

qu'à l'OPAd. Il rappelle que la plainte est nominative et que ce sont les employées et employés qui doivent porter plainte.

M. Fragnière dit que, lorsque l'antenne sécurisée de l'Hospice n'arrive plus à gérer certaines personnes, elles sont redirigées à l'OPAd. Aujourd'hui, la plupart du temps, les curatrices et curateurs ne souhaitent pas porter plainte. Ils ont peur que cela envenime la situation. Par contre, il y a une obligation de dénoncer au niveau pénal auprès du Ministère public pour menaces contre fonctionnaires : depuis mi-avril jusqu'à ce jour, 9 dénonciations ou compléments de dénonciations pour menaces de mort ont été déposés au Ministère public.

La députée (PLR) demande des précisions sur le passage de l'Hospice à l'OPAd.

M. Fragnière dit que, lorsqu'une personne ne collabore pas avec l'Hospice, ce dernier fait un signalement au TPAE et les situations les plus préoccupantes arrivent à l'OPAd.

Une députée (Ve) dit que les problématiques sont transversales, à la croisée des chemins entre le social et la santé mentale, notamment concernant les jeunes. Elle demande de quelle manière les départements travaillent sur des thématiques aussi enchevêtrées.

M. Apothéloz répond qu'il y a trois possibilités. La première consiste à avoir des programmes communs, il donne l'exemple de Cap Formations. La deuxième, ce sont des collaborations ponctuelles. La troisième comprend des collaborations interinstitutionnelles (plutôt ici dans le champ des assurances sociales). Il ajoute que, sur l'aide sociale, le dispositif est clair (loi et accompagnement), par contre pour l'assurance invalidité, il y a un manque de précision sur la prise en charge, notamment au niveau de l'accompagnement. Il ajoute que ces situations sont fragiles et qu'il faut agir le plus possible de façon préventive.

M. Maffia dit que c'est une préoccupation partagée au sein des cantons. Cette thématique relevée par M. Apothéloz devient une priorité. Il faut des échanges de bonnes pratiques entre cantons sur ce point.

M. Apothéloz souligne qu'il y a une hausse du nombre de rentes AI, à Genève et aussi au niveau suisse. L'OFAS (l'Office fédéral des assurances sociales) est naturellement préoccupé par cela.

Audition de l'Hospice général⁴

M. Steeves Emmenegger, président du conseil d'administration, M. Christophe Girod, directeur général, M^{me} Audrey Behague, directrice des finances, et M. Fabrice Ressicaud, chef de service contrôle de gestion

Le président du conseil d'administration de l'Hospice général explique qu'en 2025, il y a eu une hausse du montant des prestations versées au titre de l'aide sociale de 18% par rapport à 2024 et de 39 millions par rapport au budget. Il évoque également une hausse des bénéficiaires en matière d'asile, mais avec une économie budgétaire de 3,4 millions en termes de prestations versées. Il souligne que les coûts de fonctionnement sont maîtrisés.

M. Girod précise qu'en cumulant les années 2023 à 2025, la hausse totale représente 40% des dossiers à l'aide sociale et il explique que l'Hospice général a souhaité connaître les raisons de cette hausse et qu'il a mandaté un bureau d'étude spécialisé (BASS) pour effectuer une étude à ce sujet.

En l'occurrence, les résultats de cette étude démontrent que la perte d'emploi et la diminution des revenus (ou diminution du taux d'emploi) sont des facteurs prépondérants. A cela s'ajoutent également le divorce et/ou la séparation, en plus d'éventuels enjeux liés à la santé (physique ou mentale) et de déficit de formation, particulièrement pour les jeunes de 18 à 25 ans.

M. Girod complète ses propos en relevant que de plus en plus de bénéficiaires des autres assurances sociales ont besoin d'un complément pour faire face à leurs charges. Il précise encore que les particularités socio-économiques du canton de Genève (taux élevé de familles monoparentales, lacunes dans la formation professionnelle, taux élevé de working poors) induisent une hausse des demandes de prestations.

M^{me} Behague relève, quant à elle, que la mise en œuvre de la LASLP a été évaluée à elle seule à un montant supplémentaire allant de 14 et 17 millions de francs.

Il est relevé que des mesures ont été prises pour affiner la construction budgétaire de l'Hospice général afin qu'il soit au plus près de la réalité et que des mesures sont prises pour maîtriser les coûts.

La commission se pose des questions quant aux mesures prises pour réduire les coûts et le taux de sortie des prestations qui semble stagner.

M. Ressicaud répond que l'Hospice général prend des mesures d'économies notamment dans le domaine de la sécurité et de l'hébergement,

⁴ Voir la présentation en annexe.

mais aussi dans l'entretien, les coûts de l'énergie et la mise en suspension du recrutement des certains postes.

Pour ce qui est du taux de sortie, M. Girod relève que celui-ci est en augmentation notamment grâce à la mise en place de réformes.

Enfin, la commission souhaite savoir si le pourcentage indiqué, c'est-à-dire 40%, est sous-évalué ou surreprésenté par l'échantillon étudié. M. Girod répond qu'il est relativement bas, il note que tout le monde n'a pas droit au chômage et que les gens demandent plus facilement l'aide sociale qu'auparavant.

Examen de la politique publique « D Culture, sport et loisirs »

Audition du département de la cohésion sociale (DCS)

M. Thierry Apothéloz, conseiller d'Etat, M. Didier Noir, économiste, M^{me} Cléa Redalié, cheffe du service cantonal de la culture, et M. Vincent Scalet, chef du service cantonal du sport

En introduction, les commissaires rapporteurs M. Jacques Béné et M. Laurent Seydoux relèvent la séparation entre sport et culture. Ils rappellent la loi sur la culture et les difficultés rencontrées pour la mettre en œuvre. Il y a aussi trois grandes réformes en cours sur le Grand Théâtre de Genève, la Bibliothèque de Genève et le Musée d'art et d'histoire.

Ils mentionnent le rapport de M. Zuin, page 85, sur la réduction des charges proposées pour 2028 (7 millions de francs). Ils citent les dépenses dans le domaine culturel par habitant : en 2023, Genève a dépensé 943 francs par habitant, Neuchâtel 405 francs/habitant et Vaud 404 francs/habitant.

Sur le sport, ils relèvent la réussite de l'organisation de l'Euro féminin et le soutien aux associations faîtières. Ils disent que le sport n'est pas en opposition avec la culture et est actuellement en développement. Le département se donne les moyens d'accompagner cette évolution. Sur la prestation Jeunesse et sports, ils affirment que la Confédération a reversé 5,9 millions de francs en 2025 aux organisations sportives genevoises.

Un député (S) pose une question portant sur le sport : il aimerait un point sur la situation de l'Académie du Servette FC.

M. Apothéloz répond que, sur le recours d'Onex, le département n'a toujours pas de nouvelles et le tribunal doit prendre prochainement une décision. Sur Crotte-au-Loup et la réaction du Conseil Municipal de Vernier, il dit que c'est un sujet sensible : il n'y a pas de rupture de dialogue. Pour les filles, l'idée est d'approcher Versoix et Sous-Moulin, afin de ne pas concentrer tout le dispositif sur Crotte-au-Loup (Vernier). Les négociations avec les

communes sont en route. Il rappelle que le Conseil administratif de Versoix a changé en 2025. Du côté de Sous-Moulin, les choses sont plus simples. Du côté de Balexert, il faut tout de même procéder à des rénovations. Il faut avoir un accord des communes au préalable pour pouvoir aller de l'avant.

Concernant la séparation entre sport et culture, une députée (PLR) aimerait connaître le cahier des charges de l'ancien directeur, auparavant responsable des deux.

M. Apothéloz rectifie et précise que cette personne était chargée d'accompagner ce processus dans l'idée d'autonomiser ces deux services.

Maintenant que cette mission est terminée, la députée (PLR) veut savoir quelle est la mission de cette personne. Pour les projets évoqués dans le rapport (le Grand Théâtre de Genève, la Bibliothèque de Genève et le Musée d'art et d'histoire), elle aimerait des précisions, notamment sur l'extrait « les travaux reprendront ultérieurement » pour le MAH. Elle demande aussi, concernant l'initiative « 1% pour la culture », quels seraient les effets de l'acceptation d'une telle initiative.

Sur la première question de la députée, M. Apothéloz dit que la personne concernée n'a plus de mission au sein de l'office cantonal de la culture et du sport puisque cet office n'existe plus, ni auprès du service cantonal du sport ou au service cantonal de la culture. Il dit que ce n'est pas un poste supplémentaire.

Sur la deuxième question portant sur l'évaluation des coûts, M. Apothéloz dit qu'il y a trois institutions. Pour le Grand Théâtre de Genève, l'objectif pour la prise en charge est un 50-50 (Ville de Genève et canton) au moment où la bascule des fonctionnaires Ville de Genève sera faite au sein de la Fondation du Grand Théâtre. Pour la Bibliothèque de Genève (BGE), ce projet est essentiel pour préserver le patrimoine présent. Le coût est passé de 110 à 200 millions de francs. M. Apothéloz dit que la priorité, c'est la BGE et le Grand Théâtre : comme il n'est pas possible de faire les trois chantiers simultanément, les travaux pour le MAH sont suspendus.

Sur l'initiative « 1% pour la culture », M. Apothéloz dit qu'elle a été renvoyée à la commission de l'enseignement. Le Conseil d'Etat est opposé à cette initiative. Comme le périmètre financier n'est pas clairement identifié, il est difficile de se déterminer, hormis des hypothèses à la louche.

Un député (LC) pose une question sur le financement de Concorde. Concernant la patinoire, à cause de négociations avec l'OFROU, il dit qu'il y a déjà plusieurs mois de retard, ce qui est décevant.

Pour rassurer le député, M. Apothéloz dit qu'on n'est pas encore dans une perte de temps ni dans un retard, mais toujours dans un processus de

négociations avec l'OFROU. Pour le soutien à Concorde, un crédit supplémentaire neutre va être demandé de 300 000 francs. Les discussions sont en cours entre Concorde et le service cantonal de la culture. Pour le PFQ 27, il précise que Concorde a déposé une demande de soutien de 2 millions pour 2027.

Un député (UDC) revient sur ce qui a été dit concernant l'Académie. Il relève que rien n'a été dit sur l'Académie elle-même, qui est en transformation actuellement avec des remaniements et des démissions. Il demande s'il y a un vrai dialogue entre le département et l'Académie elle-même.

M. Apothéloz dit que les craintes formulées par le député ne sont pas fondées. Il précise que le contrat de prestations a été déposé par le Conseil d'Etat en faveur de Genève éducation Football (l'Académie). Ce contrat de prestations sera probablement traité prochainement par la commission des finances. Il dit que les discussions se sont bien passées et que les relations sont bonnes.

M. Scalet confirme et dit que les relations sont effectivement bonnes, aussi bien avec l'Académie du Servette FC qu'avec Genève Education Football.

Le député (UDC) demande si l'Académie est toujours en phase avec une relocalisation à la Crotte-au-Loup (Vernier).

M. Scalet confirme.

Un député (MCG) émet quelques inquiétudes par rapport aux travaux de la BGE. L'état général du bâtiment est source de préoccupation. Il spécifie que, dans les locaux de la BGE, il y a un patrimoine d'intérêt général. Il estime que les travaux de rénovation ici sont nécessaires.

M. Apothéloz confirme que les ouvrages de la BGE sont importants : il y a effectivement des chercheuses et chercheurs du monde entier qui viennent consulter ces documents. Il dit qu'il a le sentiment que la Ville de Genève va aller de l'avant. Pour assurer la conservation des documents, les travaux doivent débiter.

Examen de la politique publique « E Environnement et énergie »

Audition du département du territoire (DT)

M. Nicolas Walder, conseiller d'Etat, M. Christian Goumaz, secrétaire général, M. Frédéric Dekoninck, directeur financier, et M. Serge Jandean, directeur administration et finances de l'OCBA

Un député (S) aimerait connaître l'état de déploiement du projet de loi 13654 voté par le Grand Conseil l'année dernière sur la thématique des recycleurs, et qui visait à augmenter la sécurité par le biais d'une subvention

cantonale d'investissement dans ce domaine. A ce sujet, le département du territoire précise que plusieurs réunions de travail ont eu lieu pour fixer un règlement et pour formaliser une procédure afin d'obtenir une subvention. Le département précise que le règlement devrait être adopté par le Conseil d'Etat à la rentrée 2026 et que celui-ci pourra ensuite rapidement déployer ses effets.

Examen de la politique publique « F Formation »

Audition de l'Université de Genève⁵

M^{me} Audrey Leuba, rectrice, et M^{me} Machteld Neels Marechal, directrice financière

La rectrice de l'université relève notamment la création de la Fondation pour l'Université de Genève (FUNIGE) et explique que, depuis décembre 2025, celle-ci a déjà financé 40 projets différents.

Elle aborde ensuite les financements du Fonds national suisse et indique que l'Université de Genève est la troisième institution la plus soutenue par ce fonds. En revanche, elle se dit préoccupée par la diminution de la subvention fédérale, mais aussi par le futur projet de désenchevêtrement fédéral qui prévoit que les cantons reprennent les financements des universités.

M^{me} Neels Maréchal précise que l'Université de Genève présente un résultat bénéficiaire de 49 millions et que cela s'explique d'une part par l'intégration de la nouvelle fondation dans le cercle de consolidation, mais aussi par les gains réalisés dans le domaine des immeubles de placement et dans celui de la bourse.

Cependant, M^{me} Neels Maréchal relève que le résultat net d'exploitation est déficitaire de 10 millions et que les fonds propres ont été utilisés à hauteur de 8 millions. Elle note que des mesures d'économies ont été mises en place pour économiser 5 millions par années jusqu'en 2027.

M^{me} Leuba conclut en relevant que l'Université de Genève maîtrise sa situation financière en dépit du contexte difficile et grâce à l'implémentation d'une gestion rigoureuse, anticipative et responsable.

Elle rappelle la stratégie financière en trois volets de l'UNIGE et le respect du cadre fixé par la convention d'objectifs, notamment l'engagement portant sur un retour à l'équilibre financier à l'horizon 2027.

La commission souhaite avoir des détails complémentaires, notamment quant à l'opportunité du subventionnement de la CUAÉ. M^{me} Leuba répond que le subventionnement de la CUAÉ est prélevé sur les taxes des étudiantes

⁵ Voir la présentation en annexe.

et étudiants et qu'il convient d'avoir une forme de diversité dans les points de vue exprimés notamment dans le cadre du conflit Israël/Palestine.

Suite à la question concernant les raisons de la fermeture brutale du Centre universitaire d'informatique, M^{me} Leuba explique qu'une évaluation externe du centre a été réalisée, et que, dans ce contexte, plusieurs facultés se sont dès lors positionnées en faveur de la fermeture de ce centre, ce qui a lié le rectorat.

Cependant, comme le domaine du numérique et de l'intelligence artificielle est extrêmement important pour le rectorat, sa volonté a été que les actifs soient réaffectés au sein de l'institution afin de renforcer ledit domaine.

Elle note ainsi la création d'un programme complet de formation dans ce domaine qui devrait être prêt en automne 2026 avec une période transitoire de 9 ans pour finir le cursus qui a été offert par le CUI.

Audition du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP)

M^{me} Anne Hiltbold, conseillère d'Etat, M^{me} Paola Marchesini, secrétaire générale, M. Thomas Humbert, directeur budget et contrôle de gestion, M. Laurent Barbaresco, directeur financier, et M. Samy Jost, directeur du service des subventions

La présidente précise que les commissaires rapporteurs sont M. Matthieu Jotterand et M. Jacques Blondin.

M^{me} Hiltbold remercie les deux commissaires rapporteurs. Elle rappelle que le budget annuel du département dépasse les 2,5 milliards de francs. Les non-dépensés se situent à 0,07% : elle relève ici la maîtrise des charges avec cet écart très faible. Sur les postes, concernant cet écart, on se situe à environ 11 postes. Elle souligne les efforts faits pour tenir ce budget. En francs, on se situe à 1,8 million, avec, d'un côté, des écarts sur les charges de personnel en non-dépensé : ici, elle indique que les prévisions sur le nombre d'élèves sont finalement plus basses que prévu. De l'autre côté, il y a quelques dépenses en plus : elle cite le crédit complémentaire sur la question de l'éducation spécialisée. Par ailleurs, M^{me} Hiltbold indique à la commission que des provisions ont dû être ajoutées notamment pour un litige en lien avec le personnel de l'OMP (4,8 millions de francs).

Un commissaire (S) relève le traitement en sous-commission de la question de l'établissement de Lullin. Il demande quel était le coût de fonctionnement de cet établissement (charges de personnel et charges de fonctionnement).

Pour le personnel, M^{me} Hiltbold dit qu'on est à 8,45 ETP.

Concernant le bâtiment en tant que tel, M. Barbaresco dit que le département devrait avoir une réponse prochainement.

Un député (LJS) demande, par rapport aux récentes grèves, quelles sont les conséquences financières et humaines d'une grève. Il dit que le droit de grève est garanti, mais souligne aussi les conséquences négatives induites.

M^{me} Hiltbold répond que l'impact financier devrait être positif, car les personnes qui sont en grève ne sont pas payées. Elle ajoute que la problématique se situe plutôt sur les prestations aux élèves. Ce qui est constaté aujourd'hui : le personnel peut faire la grève 15 minutes, 30 minutes, 1 heure. Le fait d'être en grève est enregistré à partir de 15 minutes. Il y a un accueil minimal garanti. Elle dit que le problème par rapport aux prestations, c'est qu'il n'est pas possible de savoir à l'avance qui fera ou non la grève. Sur ce point, les enseignants ne sont pas censés avancer sur le programme, ceci est problématique, notamment au secondaire I et II. Elle rappelle à la commission que, dans un arrêté du Conseil d'Etat, ce droit de grève portant sur un quart d'heure est prévu.

Le député (LJS) demande s'il y a une possibilité de changer cet arrêté-là. Il précise que, même pour un quart d'heure, cela impacte toute une journée.

M^{me} Hiltbold dit que cela fera l'objet de discussions prochainement. Elle précise qu'un service minimum est garanti. Elle ajoute que le courrier envoyé aux parents a été modifié. Il s'agissait de rappeler l'existence de ce service minimum et la règle qui est qu'il y a l'école même en cas de grève.

Le député (LJS) dit que les professeurs qui ne font pas la grève devraient pouvoir donner leurs cours et avancer dans le programme.

M^{me} Hiltbold dit que ces discussions auront lieu prochainement, notamment avec les syndicats.

Un député (UDC) se réfère ensuite à un récent reportage de l'émission « Mise au point », relatant des abus dans des crèches, notamment en 2025. Il demande s'il y a des cas à Genève, et si c'était dans des crèches publiques ou privées. Il aimerait savoir quelle est la situation actuelle et si des procédures pénales ont été mises en place.

M^{me} Hiltbold répond qu'effectivement, il y a eu des situations à Genève. Elle ne peut pas dire si ce sont des crèches privées ou publiques.

Le député (UDC) demande si un chiffre peut être donné.

M^{me} Hiltbold répond qu'on se situe à moins de 5 situations sur plusieurs années. Elle poursuit en disant que ces cas sont pris très au sérieux. Elle rappelle la procédure consistant à vérifier les casiers judiciaires classiques ainsi

que les casiers judiciaires spéciaux pour l'ensemble du personnel de la petite enfance.

Un député (S) revient sur la question de l'apprentissage. L'Hospice général a récemment souligné que la formation des jeunes est un élément clé. Il cite cette statistique spectaculaire : seuls 4% des élèves sortant du secondaire I optent pour une formation professionnelle. Au niveau helvétique, ce pourcentage est à 60%. Il demande comment il est possible d'augmenter ce taux, et s'il n'est pas surprenant que certaines entreprises ne parviennent pas à dégager une semaine des collaborateurs, dans le but de les former.

M^{me} Hiltbold dit que c'est à la sortie du cycle (secondaire I) qu'il y a effectivement une préoccupation. L'entrée directe en apprentissage se fait à 15 ans. Elle précise que cette problématique est multiple. D'abord, il manque des places d'apprentissage. Ensuite, M^{me} Hiltbold dit qu'il y a des domaines où on ne prend pas d'apprentis avant 18 ans. En outre, il y a des employeurs qui disent que c'est devenu plus complexe de former et que les plans de formation changent, ce qui nécessite une mise à jour. Elle rappelle qu'il y a des jeunes qui vivent des situations plus difficiles, notamment au niveau familial et psychologique. Elle dit qu'il y a aussi des domaines où il y a des places, mais qui attirent peu les jeunes. M^{me} Hiltbold dit qu'il faut valoriser l'apprentissage et s'assurer qu'il y ait suffisamment de places pour tout le monde. Sur ce point, il faut aussi l'appui des entreprises.

Le député (S) revient sur la comparaison intercantonale citée et il aimerait des éléments explicatifs. Il aimerait savoir s'il existe des spécificités genevoises qui mènent à une telle situation.

M^{me} Hiltbold rappelle que le canton de Genève propose des places de travail principalement dans le tertiaire. C'est un marché du travail qui est totalement différent de ce qu'on observe dans d'autres cantons en Suisse. A Genève, il y a aussi de nombreuses multinationales, qui n'ont pas forcément la connaissance de cette formation typiquement suisse. Les caractéristiques du marché genevois font qu'il est difficile de comparer.

En tant que récent certifié formateur d'apprentis, un député (LJS) précise que le niveau d'exigences du CFC n'a plus rien à voir avec ce qui se faisait il y a 20 ans en arrière. Il dit que le suivi d'un apprenti prend du temps, et que le fait d'être formateur est un métier en soi.

M^{me} Hiltbold précise que ces exigences relèvent du niveau fédéral.

Un député (Ve) aimerait un point de situation sur la scolarisation des jeunes ukrainiens ces derniers temps. Il demande si la situation est stabilisée à présent.

M^{me} Hiltbold dit que la situation est stable et qu'il y a des fluctuations. Il y a eu des afflux – plutôt par rapport aux jeunes de plus de 18 ans – liés aux décisions portant sur le service militaire en Ukraine.

M. Humbert dit que les chiffres concernant la scolarité à Genève sont en légère hausse par rapport à ces dernières années, mais que cela reste relativement contenu. Il y a environ 1100 élèves ukrainiens, qui sont suivis tous les mois, dont une bonne partie en classe ordinaire.

Un député (LC) évoque les cas de petites entreprises, qui estiment que le temps qu'on doit investir pour former un apprenti est trop élevé. Il rappelle que les contraintes sont fédérales et que de nombreux jeunes choisissent de travailler pour l'Etat ou pour les communes, une fois formés.

M^{me} Hiltbold dit que cet enjeu est important. Elle dit qu'il faut rappeler aux entreprises que, certes, la première année, cela prend du temps pour la formation, mais qu'ensuite l'activité de l'apprenti est rapidement rentable pour l'entreprise.

Sur les places d'accueil – qui manquent en famille et en foyer – et les hospitalisations sociales qui en sont la conséquence, une députée (Ve) demande quels sont les progrès récents sur cet enjeu.

M^{me} Hiltbold dit que la situation s'est stabilisée sur les hospitalisations sociales. Il y a un plan d'action qui a été proposé au Conseil d'Etat. Le crédit supplémentaire que le DIP a obtenu ce printemps a permis de détendre la situation. Elle remercie ici la commission, car les institutions ont été rassurées. M^{me} Hiltbold dit que, dans le futur, des solutions devront être trouvées sur ces problématiques.

Sur les hospitalisations sociales, M. Barbaresco dit qu'on est effectivement un peu plus bas, mais que la pression reste très forte sur le SPMi pour trouver des solutions. Pour l'AEMO, il y a des listes d'attente. Pour les placements à domicile, il dit que c'est une option intéressante, mais que le budget est limité. Il dit que toutes ces questions se discutent très régulièrement.

M^{me} Hiltbold ajoute que la situation des mineurs non accompagnés est préoccupante depuis quelques mois. En principe, ils sont pris en charge par l'Armée du salut. Elle dit qu'il y a des mineurs qui parfois mettent à mal le cadre.

La députée (Ve) demande si une campagne de communication et de sensibilisation sur la possibilité de devenir famille d'accueil a été menée.

M^{me} Hiltbold répond que le département a confié à Caritas le soin de recruter ces familles et qu'il n'y a pas eu récemment de campagne sur ce sujet

à Genève. Ce qui a été revu, c'est le fait que l'Association des familles d'accueil soit la porte d'entrée pour la prise d'informations.

Un député (Ve) revient sur l'enjeu de la formation et de l'accès à l'emploi des jeunes. Il rappelle que cet enjeu est transversal et qu'il est traité dans de nombreuses commissions. Il souhaite avoir l'avis des auditionnés sur cela.

M^{me} Hiltbold répond que ce thème est effectivement très vaste et ample. Le point positif est que tout le monde se sent concerné. Elle dit également qu'il y a tout un travail d'accompagnement social, qui doit être associé à la formation elle-même. Elle cite l'existence d'un rapport sur la politique de l'apprentissage de l'Etat de Genève.

Un député (S) pose une question sur l'horaire continu. Au-delà du fond de cette réforme, il aimerait avoir une réaction des auditionnés par rapport à l'avancement du projet et les obstacles rencontrés. A la lecture du rapport, il estime que la situation semble ubuesque. Entre le GIAP, l'ACG et le Conseil d'Etat, il veut connaître la situation actuelle.

M^{me} Hiltbold partage l'étonnement du député à la lecture de ce rapport. Elle dit que la situation est effectivement ubuesque. Elle ajoute qu'elle a présenté cette réforme et au GIAP et à l'ACG. L'ACG demande actuellement des études qui permettent de justifier la mise en place d'un tel projet. L'ACG veut que la décision portant sur l'implémentation de projets pilotes soit soumise à l'assemblée des communes. La situation est en effet compliquée. L'enjeu est financier derrière par rapport aux communes. Elle considère de son côté que cette réforme doit être considérée plutôt comme un investissement. Elle estime que ces différents obstacles ont fait perdre 1 à 2 ans sur la mise en place de cette réforme et elle le regrette.

Le député (S) demande si l'option actuelle est de lancer des projets pilotes dans des communes qui ont manifesté un intérêt pour cette réforme.

M^{me} Hiltbold répond que l'idée est de se réunir effectivement avec ces communes et de pouvoir aborder cette thématique dans l'optique d'aller de l'avant.

Le député (S) pose la question des locaux ; il veut savoir ce qu'il en est pour les communes. Il demande s'il est possible d'avancer sur cette réforme avec les locaux existants.

M^{me} Hiltbold dit que la fréquentation du GIAP a beaucoup augmenté. Elle rappelle que le budget du GIAP a doublé entre 2015 et aujourd'hui. A priori, cette hausse de la fréquentation va se poursuivre. Elle dit donc que, dans tous les cas, cette question des locaux se pose. Elle ajoute que l'idée n'est pas d'imposer le modèle des Eaux-Vives aux autres communes, mais de réfléchir collectivement sur les façons d'avancer.

Un député (MCG) revient sur la demande de l'ACG d'avoir une étude portant sur les aspects positifs de cette réforme. Il demande si l'ACG a fait une étude pour montrer au contraire que le statu quo fonctionne bien.

M^{me} Hiltbold dit qu'il y a une évaluation de la Cour des comptes qui est en cours et qui sortira prochainement. Elle ajoute que l'ACG est consciente du fait que le modèle actuel doit évoluer.

Concernant les hospitalisations sociales et la formation à Genève, le député (MCG) demande si d'autres cantons sont également confrontés à ces problèmes.

Sur le premier aspect relevé par le député, M^{me} Hiltbold dit qu'il y a une aggravation et que ce n'est pas propre à Genève. Il y a l'idée de créer une conférence intercantonale sur le sujet. Sur la formation, elle dit que par exemple le système zurichois est bien différent de celui qu'on connaît à Genève. A Zurich, les décisions au niveau professionnel se font plus tôt dans le parcours scolaire. Par ailleurs, M^{me} Hiltbold dit que Genève a le taux d'élèves allophones le plus élevé au niveau suisse, ce qui est une autre particularité.

Examen de la politique publique « G Aménagement et logement »

Audition des Fondations immobilières de droit public (FIDP)

M. Florian Barro, ancien président de la FRKB, et M. Michel Perizzolo, directeur du secrétariat des fondations immobilières de droit public

M. Perizzolo commente brièvement quelques chiffres pour les cinq fondations. Le secrétariat assume environ 2 milliards d'un parc immobilier, avec un état locatif d'environ 100 millions actuellement sur les revenus de l'ensemble des 8500 logements comptabilisés.

Il précise qu'il y a environ 180 millions d'investissements prévus en termes de nouvelles constructions et rénovations. S'agissant des engagements financiers, il y a 1,4 milliard de dettes hypothécaires, ce qui représente 72% de la valeur comptable des biens immobiliers, et il précise que le taux moyen débiteur pour l'ensemble de cette dette est de 1,64% pour l'année 2025.

Concernant le bilan et les comptes d'exploitation consolidés, il est relevé qu'environ 47 millions ont été investis au courant de l'année 2025, que ce soit sur les nouvelles constructions ou sur les opérations de rénovation. Enfin, il explique qu'en termes de charges d'exploitation, il y a un peu plus de 20 millions d'investissements dans l'entretien du patrimoine.

M. Barro relève encore un taux de rotation faible avec une attention particulière sur le nombre de jours de vacances entre les départs et les entrées de locataires.

La commission souhaitant connaître le taux de rocade entre appartements ainsi que le nombre total de demandeurs de logement. Elle apprend que le taux de rocade est de 2,9% et que le nombre de demandeurs a dépassé les 8000 pour 2025.

Audition du département du territoire (DT)

M. Nicolas Walder, conseiller d'Etat, M. Christian Goumaz, secrétaire général, M. Frédéric Dekoninck, directeur financier, et M. Serge Jandeau, directeur administration et finances de l'OCBA

Un député (LC) pose une question sur la révision de la LAT (loi sur l'aménagement du territoire). Il dit qu'il y a en campagne quantité de bâtiments qui ont le statut agricole et qui sont situés dans des périmètres « hameau » ou « village ». Il veut avoir l'avis des auditionnés sur la possibilité d'exploiter ces bâtiments. Il veut savoir quelle est la marge de manœuvre du canton sur ce point.

M. Walder dit qu'il y a une certaine marge de manœuvre pour le canton, mais qu'elle est faible. Il dit que les choses se font au cas par cas. La souplesse de la LAT est limitée.

M. Goumaz dit que, dans le futur, il faudra être extrêmement attentif à l'enjeu des surfaces d'assolement. Il dit que la marge de manœuvre est faible sur ce qui a été relevé par le député. Ce sera uniquement des micro-projets ponctuels.

M. Walder ajoute que, dans l'idéal, les déclassements doivent se traduire par une densification. Il dit qu'il a échangé avec différentes communes récemment : elles veulent parfois déclasser, pas dans l'idée de densifier, mais pour augmenter l'offre du village.

Un député (LJS) aborde la votation sur le projet des Cherpines datant de mars 2026 : il veut savoir quelle est la position du département actuellement.

Depuis le vote en défaveur du projet (à plus de 60%), M. Walder dit qu'il s'est entretenu avec les autorités de Confignon puis celles de Plan-les-Ouates. Il a été en contact avec les référendaires, ainsi que les promoteurs. Plusieurs pistes ont fait l'objet de discussions. L'idée, c'est d'apporter de légères modifications au PLQ d'ensemble. Il faudra aussi travailler sur les PLQ de détails. Il y a notamment une possibilité de revoir la frontière des deux communes. M. Walder dit qu'il ne souhaite pas freiner le développement des

Cherpines. Actuellement, il y a des ajustements à mettre en place, notamment au niveau financier.

Le député (LJS) dit que la commune qui suivra avec ce type de problèmes sera celle de Perly.

Une députée (PLR) pose la question du délai du plan directeur, posé à mi 2028, à savoir après les élections. Elle aimerait des explications sur les raisons qui justifient la nécessité de temporiser pendant deux ans concernant ce plan directeur. Elle pose une autre question portant sur l'absence d'une collaboratrice qui se prolonge et qui implique des retards au niveau de la LDTR. Elle dit que toutes les ventes sont retardées de 3 mois. Elle demande pourquoi ne pas avoir procédé à des réaffectations au niveau du département pour pallier cette absence.

Sur la première question, M. Walder dit qu'il y a trois raisons qui expliquent la révision du plan d'action concernant le plan directeur. Il veut que le plan cantonal qu'il soumettra soit faisable, réaliste et réalisable et surtout qu'il suscite l'adhésion des communes. Il est donc très important que des discussions préalables se fassent avec les communes principalement affectées. Il faut cet espace de discussions politiques. M. Walder dit que l'adoption d'un plan cantonal est quelque chose d'extrêmement politique. Il est mieux que cela se fasse après les élections. Par contre, il précise que l'adoption par le Conseil d'Etat de ce plan directeur se fera avant la fin de la présente législature.

Concernant le plan logement, M. Walder dit qu'il est important de considérer aussi les autres pistes plutôt qu'uniquement celle qui consiste à construire. Il cite la transformation de bureaux en logements, la lutte contre la plateforme Airbnb, la lutte contre la sous-location, et les questions de droits au logement. Il rappelle ici les récentes résiliations de baux. Il aimerait aussi procéder à des gains en efficience sur les MZ, une fois le plan directeur cantonal validé. M. Walder rappelle que certaines intentions du plan directeur cantonal actuel ne se sont pas concrétisées notamment sur la volonté de déclasser 11% de la zone villas. Il estime qu'il faut revoir certains outils et retrouver la confiance de la population sur cette thématique du logement à Genève. M. Walder dit qu'il constate actuellement que la confiance de la population est fortement entamée et qu'il faut réussir à inverser cette tendance.

Sur la deuxième question de la députée, M. Goumaz dit qu'il a récemment abordé cela avec les notaires. Une juriste est actuellement active à 100% pour traiter ces demandes. Il ajoute que l'accumulation qui s'est produite devra être résolue d'ici à la fin de l'été 2026.

Pour rebondir sur les propos de M. Walder concernant la densification, un député (PLR) dit qu'il faudrait aussi penser à densifier au niveau des bâtiments

et des parcelles de l'Etat. Il dit que, jusqu'à maintenant, il n'a jamais vu de densification au niveau des installations publiques.

M. Walder répond qu'il y a une responsabilité collective par rapport à la situation actuelle. Dans la crise que l'on vit, il faut trouver des accords larges. Il rappelle que le logement est déterminant pour la qualité de vie des habitantes et des habitants du canton. Concernant le projet à Loëx, il estime qu'il faut aller de l'avant.

Un député (S) aborde les contrôles par rapport notamment à la plateforme Airbnb, concernant le respect de la limite des 90 jours. Il aimerait savoir comment améliorer concrètement ces contrôles, et pourquoi cela n'a pas été fait avant.

M. Walder répond premièrement qu'il y a une difficulté à identifier les adresses précises. Il y a ici une récente collaboration mise en place avec M^{me} Kast. La loi dit : 90 jours de location maximum par année. Pour amender quelqu'un, il faut prouver qu'il a loué le bien pendant une période plus élevée que 90 jours. Il faut d'abord avoir les numéros d'identification.

En complément, M. Goumaz ajoute que la porte d'entrée a été celle de la police. Il estime que le phénomène n'est pas aussi dramatique que ce qu'on peut observer dans d'autres villes en Europe. Il dit que, sur cette question, il est essentiel d'être soutenu par la police. Il y a notamment un outil déjà existant qu'il serait judicieux d'utiliser pour les déclarations individuelles. Il dit qu'il faudra probablement une nouvelle base légale pour déployer cela.

Le député (S) demande si c'est une nouvelle idée qui est apparue récemment.

M. Goumaz dit que le fait de pouvoir collaborer avec la police a été fondamental : il y a un vrai intérêt sécuritaire, donc ici des intérêts convergents entre les deux départements.

Le député (S) demande ce qu'il en est concernant la base légale qu'il faudra produire.

M. Goumaz répond qu'il ne peut pas dire aujourd'hui si ce sera une modification formelle, ou uniquement une base réglementaire.

Une députée (Ve) cite la mesure qui a consisté à relever le plafond de la location de logements, elle spécifie que toutefois ceci a été maintenu uniquement sur deux ans pour des raisons budgétaires. Elle aimerait des détails complémentaires.

M. Walder répond que cette mesure a permis de cibler des besoins spécifiques d'une certaine partie de la population. Il ajoute qu'il était prévu que cette mesure soit limitée dans le temps.

En complément, M. Goumaz dit que c'était une volonté du Conseil d'Etat de procéder à des mesures en fonction de la conjoncture économique, notamment pour permettre à certains ménages genevois d'absorber des chocs liés à l'inflation. L'idée était d'implémenter cette mesure sur une année, et il y a eu une prolongation d'une année. Dès le départ, cette mesure ne devait pas être pérenne.

La députée (Ve) se réfère ensuite au changement climatique. Au niveau du logement, elle aimerait savoir quelles sont les mesures prises pour répondre à cet enjeu. Elle prend ici l'exemple du quartier des Vergers (Meyrin). Elle souhaite savoir ce qui est entrepris au niveau du département pour s'adapter à ces changements profonds.

M. Walder répond que c'est évidemment une préoccupation importante pour le département, cet enjeu sera notamment dans le plan directeur cantonal, non seulement pour les nouveaux quartiers, mais aussi pour les quartiers existants.

Examen de la politique publique « H Sécurité et population »

Audition du département des institutions et du numérique (DIN)

M^{me} Carole-Anne Kast, conseillère d'Etat, M. Guy Schrenzel, secrétaire général, M. Michel Clavel, directeur financier, M^{me} Monica Bonfanti, commandante de la police, M. Matthias Pfister, directeur général, OCPPAM, M. Matthias Stacchetti, directeur général, OCD, et M. Sébastien Pache, directeur général, OCPM

Les rapporteurs de sous-commission sont M^{me} Diane Barbier-Mueller et M. Pierre Eckert. Ceux-ci relèvent que, dans le rapport de la sous-commission, il y a différents liens portant notamment sur des statistiques policières de la criminalité. Ils relèvent aussi la mise en œuvre de la pré-plainte en ligne. Pour le programme H02, ils relèvent que M. Stacchetti a entamé sa fonction de directeur général à l'OCD au début du mois de mai. Ils ajoutent que la rénovation de Champ-Dollon a été un thème important lors des discussions. Pour le programme H03 Population, droit de cité et migration, ils rapportent que les principaux points sont dans le rapport. Pour le H04 Sécurité civile et armée, ils notent l'arrivée de M. Pfister, en tant que directeur général de l'OCPPAM, dès le 1^{er} janvier 2026.

Un député (LC) demande des précisions sur le dernier point évoqué : il veut savoir comment les choses sont prévues par rapport à ce dossier de la planification pénitentiaire.

M^{me} Kast qu'il s'agit de construire entre 150 et 200 places en externe du site de Champ-Dollon, soit en extension, soit concrètement en externe. L'idée ici est de prendre les prisonniers les moins dangereux et de les mettre dans ce nouvel établissement de rocade, afin de procéder aux rénovations. Elle précise que les contraintes sur le site de Champ-Dollon sont nombreuses. Dans ce cadre, il est nécessaire de procéder par étapes. Pour simplement tenir ce site en exploitation, M^{me} Kast dit que les sommes engagées sont très importantes. Les montants d'entretien sont très élevés. Le plus vite une solution sera trouvée par rapport à cela, le mieux ce sera.

M^{me} Kast répond que le département travaille actuellement avec l'OCLPF (office cantonal du logement et de la planification foncière) pour trouver des terrains qui devront accueillir cet établissement de rocade. Elle précise que le département du territoire est aussi actif sur ce point.

Examen de la politique publique « I Impôts et finances »

Audition du département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures (DF)

M^{me} Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat, M. Pierre Béguet, directeur des finances de l'Etat, M. Frédéric Vallat, directeur général de l'AFC, M^{me} Stéphanie Bartolomei-Flückiger, directrice, M^{me} Adriana Jost, directrice, M. Richard Chirenti, économètre, et M. Christophe Pommaz, directeur général

Les commissaires rapporteurs sont M. Michael Andersen et M. Matthieu Jotterand. Ceux-ci mentionnent dans le programme I01 l'entrée en vigueur de la baisse d'impôts et de la LEFI pour ce qui concerne les recettes fiscales. Ils disent que les communes ont fait un recours pour les frais de perception. Ils précisent qu'elles ont perdu ce recours et qu'elles souhaitent recourir plus haut contre cette décision : la prochaine étape sera vraisemblablement le Tribunal fédéral. Par rapport à la I02, au niveau des ETP, on observe 12 postes vacants en fin d'année. Ils disent que la réponse apportée par le département est que c'était un turnover naturel. La politique publique I03 concerne la gestion de la dette, la I04 traite des poursuites, avec notamment l'impact de la modification de l'article 43 LP.

Les commissaires citent ensuite directement un point important de la page 295 du rapport sur les comptes 2025 (tome 2) : « La compensation financière aux communes françaises à la charge du canton s'élève à 302 millions de francs. Cette compensation est à mettre en relation avec un impôt à la source des frontaliers, impôt cantonal et part cantonale à l'impôt

fédéral direct, estimé pour 2025 à 786 millions de francs. Ainsi, la part nette de l'impôt revenant au canton est de 484 millions de francs ».

Un commissaire (MCG) pose une question de précision sur les chiffres par rapport à la compensation financière aux communes françaises.

M^{me} Fontanet dit que le rapporteur n'a parlé que de la part du canton. Elle se réfère à l'extrait cité par les commissaires de sous-commission. Cette part à la charge du canton s'élève à 302 millions de francs.

Le député (MCG) souhaite tout de même relever un article de la Tribune de Genève, qui dit que le canton verse 396 millions de francs à la Haute-Savoie et à l'Ain au titre de cette compensation financière en 2025. Il estime qu'il y a ici un problème de chiffres.

M. Chirenti précise que l'article en question se réfère au versement tandis que les 302 millions représentent ce qui est comptabilisé dans les comptes. Il dit que les versements se font à cheval sur deux années et qu'il y a donc un décalage. M^{me} Fontanet dit que, pour le communiqué du Conseil d'Etat, on fait part du versement effectué à la France à un moment T.

Examen de la politique publique « J Justice »

Audition du pouvoir judiciaire

M. Olivier Jornot, président de la commission de gestion du pouvoir judiciaire, et de M. Patrick Becker, secrétaire général

La présidente mentionne que les commissaires rapporteurs sont M. Michael Andersen et M. François Baertschi.

M. Jornot rappelle que lors de l'année 2025 un crédit complémentaire a été obtenu, ce qui a permis de fonctionner malgré l'augmentation du nombre de procédures. Du point de vue des recettes, il dit que ce fut une année ordinaire. M. Jornot poursuit en disant que l'année 2025 s'est caractérisée par une hausse du contentieux judiciaire. Il y a des points récurrents : l'augmentation constante de la charge de la filière pénale, une hausse de même type concernant le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant. Il y a une nouveauté : les créances de droit public se poursuivent désormais non plus par la loi de la saisie, mais par la loi de la faillite. Il y a sur ce point 3000 demandes de faillites supplémentaires, ce qui entraîne une charge importante pour le Tribunal civil. M. Jornot dit que le Tribunal civil ne pourra pas absorber cette charge avec ses moyens actuels.

M. Jornot ajoute une réponse portant sur une question restée ouverte. Sur la rubrique 36 des comptes, par rapport aux charges de transferts, il y a eu un passage de 28 200 francs à 222 266 francs. Il dit que cela est lié à un crédit

obtenu grâce à une loi d'investissement votée par le Grand Conseil permettant au pouvoir judiciaire de préparer l'arrivée du dossier judiciaire électronique. Une participation au coût de fonctionnement de la plateforme d'échange nationale – dans le cadre du projet Justitia 4.0 – était prévue. Il dit que, grâce à ce crédit, la part de Genève pour la fabrication de cette plateforme a été payée. Cette part est amortie non pas dans la rubrique amortissement, mais dans la rubrique transfert, car il s'agit de l'amortissement d'une subvention à la Confédération.

Pour 2026, M. Jornot dit que, comme tout le reste de l'Etat, c'est le régime des douzièmes provisoires qui est en place. Il y avait une quarantaine de postes prévus dans le premier projet de budget. Pour le projet de budget 2026 bis, cette demande a été réduite à une vingtaine de postes jugés indispensables, notamment par rapport à la question des faillites. Il précise que le contentieux explose dans tous les domaines : pénal, civil et droit public. Les chiffres sont inquiétants : il y a plusieurs juridictions qui sont à la peine en cette fin de premier semestre.

Un député (PLR) évoque les émoluments à Genève qui sont assez faibles par rapport à d'autres cantons. Il y a ici une possibilité d'augmenter les recettes en revoyant ces émoluments à la hausse. Il aimerait savoir si cette option est ouverte pour les auditionnés.

Dans ce domaine, M. Jornot répond que le droit fédéral prévoit que pour certaines procédures il est possible de prélever des émoluments, pour d'autres types de procédures, ce n'est pas le cas. Dans le domaine de la justice civile, il y a une marge de manœuvre. Il rappelle toutefois que tous les émoluments sont fixés dans la loi. Il dit donc que la décision d'augmenter ou de réduire ces émoluments est politique. Il ajoute qu'il y a actuellement un projet de loi à l'étude et qu'il vise entre autres à simplifier la façon de fixer les émoluments. Cela a provoqué un débat politique d'une certaine ampleur.

M. Jornot ajoute ensuite qu'il y a vraisemblablement des réflexions sur ce principe d'augmenter les émoluments qui peuvent être menées par rapport à des contentieux économiques de nature pécuniaire (par exemple entre des sociétés). Il répète que ceci est vraiment une décision de nature politique.

Un député (Ve) évoque l'augmentation des cas traités par le Tribunal des mineurs. Il veut savoir si le pouvoir judiciaire peut d'une manière ou d'une autre s'occuper de la prévention dans ce cadre.

M. Jornot répond que le pouvoir judiciaire intervient uniquement après une infraction. Il poursuit en disant que le pouvoir judiciaire n'est pas partie prenante de l'activité de pure prévention. Pour la justice des mineurs, il dit

qu'il y a notamment le développement de la médiation. M. Jornot dit que, concernant les mineurs, la situation se dégrade.

Examen de la politique publique « K Santé »

Audition des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG)⁶

M. David Hiler, président du conseil d'administration, M. Robert Mardini, directeur général, et M. Rémy Mathieu, directeur des finances

M. Hiler explique que l'année 2025 a été bonne avec 35 millions de bénéfice et que c'est le second exercice bénéficiaire pour les Hôpitaux universitaires de Genève. Il souligne, en point d'attention, que les HUG ne sont pas en conformité avec la loi fédérale sur le travail et que sa mise en conformité est estimée à 70 millions, ce qui aura un impact sur les exercices futurs.

Il profite également de l'occasion pour dire son inquiétude quant aux investissements, en ce sens que les locaux n'ont pas évolué alors que l'activité des HUG a augmenté de plus de 40%.

M. Mardini précise qu'il faudrait prévoir 3 milliards de francs sur 15 ans, en matière d'investissement, et il attire l'attention de la commission sur un autre point de vigilance, qui est celui du parcours ambulatoire et notamment les flux vers les EMS.

M. Mathieu relève que les HUG prévoient une économie de plus de 32 millions de francs dans les domaines des processus, de la gestion d'absence, de l'optimisation de la facturation et de l'optimisation des charges d'exploitation. En ce qui concerne le taux d'absence, le directeur financier précise qu'il équivaut à 9,4%, en augmentation par rapport à 2024 (la cible à atteindre est placée à 8,5%). L'objectif des HUG est de réduire de 1% le taux d'absence pour 2026.

La commission souhaite avoir des précisions sur les cas complexes et la capacité des HUG à optimiser le traitement de ceux-ci. M. Hiler répond que les HUG ne peuvent contrôler l'ensemble de la chaîne et qu'ils sont en discussion avec les partenaires tiers (DIP notamment) pour optimiser la prise en charge et le coût de ces cas complexes.

La question du projet ALTER (mise en conformité à la loi fédérale sur le travail) est abordée par la commission, notamment sous l'angle de sa mise en œuvre.

Le président du conseil d'administration répond qu'il conviendra de prévoir l'engagement de plus de 430 médecins et internes et que cela

⁶ La présentation est disponible en annexe.

représente un défi important pour les HUG. Concernant TARDOC, le directeur financier relève que les HUG sont en avance par rapport aux autres hôpitaux de Suisse et que sa mise en œuvre se poursuit.

Une question sur les missions d'intérêt général (MIG) est posée, à savoir si celles-ci seront redimensionnées dans le futur. M. Hiler répond que, pour le moment, ces MIG ne font pas l'objet de mesures d'économies.

Enfin, à la question de sortir les HUG de la LPAC, il est répondu que ce n'est pas la priorité de l'institution pour l'instant.

Audition du département de la santé et des mobilités (DSM)

M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat/DSM, et M. Cyril Arnold, directeur financier/DSM

Les commissaires rapporteurs sont M. Stéphane Florey et M. Thomas Wenger. Ceux-ci disent que, sur le renouvellement des postes, il y a un décalage entre la mise au concours et l'engagement. Il faut plusieurs mois pour être à jour. Sur la durée, tous les postes sont bel et bien renouvelés.

M. Maudet les remercie pour ce point soulevé. Il précise qu'il y a eu des restructurations au niveau de l'office cantonal de la santé. Certains postes fixes sont passés en postes d'agents spécialisés. Dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé, il dit qu'il y a des missions à durée limitée. En outre, il y a un besoin de déterminer si certains postes sont bien calibrés par rapport aux besoins, il donne ici l'exemple des épidémiologistes. Ces non-dépensés sont ainsi aussi le reflet d'un questionnement sur la pertinence de certains postes. Il dit qu'il faudrait se demander si, de façon générale, la quotité de la RTL devrait être augmentée. Suite à cela, il annonce qu'il est à disposition pour répondre aux questions des commissaires.

Un député (MCG) pose une question portant sur les formations médicales à Genève. Il dit que c'est un enjeu transversal qui concerne différents acteurs. Il rappelle qu'on observe actuellement une pénurie de main-d'œuvre dans ce domaine. Il veut connaître la position du département sur ce problème.

M. Maudet répond que c'est une question vaste, mais centrale. Il y a, d'un côté, les médecins et, de l'autre, les soignants. Dans ces deux catégories, il y a effectivement une pénurie qui se profile. La notion de clause du besoin a été mise en place pour les médecins, il y a une volonté d'orienter plus de candidats vers le fait de devenir médecin de premier recours. La réponse apportée du département de la santé et des mobilités, en lien avec le DIP (puisque ceci relève de l'UNIGE aussi), est la suivante : il faut un pilotage au niveau romand. Il donne les chiffres pour la première année en médecine à Genève : 600 candidats, 120 retenus. Il dit qu'on ne manque pas de candidats, mais

qu'on manque de capacités à orienter. Sur ce point, il rappelle qu'on se trouve dans un Etat libéral. Dès la 4^e année en médecine, il y a notamment une formation duale pour immerger rapidement certains étudiants dans des cabinets de ville.

Sur le personnel soignant, plus important au niveau du volume, M. Maudet dit que le problème aujourd'hui, c'est le manque de candidats. Pour ce qui relève de la formation à Genève dans ce domaine, il dit que les choses avancent dans le bon sens. Il rappelle que la durée moyenne d'activité d'une infirmière est de 7 à 8 ans. Dans ce contexte, Genève a un réservoir énorme de soignantes et de soignants à proximité, ce qui permet d'atténuer ce problème de pénurie.

M. Maudet précise qu'il y a une difficulté importante à intéresser les jeunes et moins jeunes à entrer dans ces filières. Il cite le chiffre suivant : 60% du personnel infirmier habitant en Haute-Savoie travaille en Suisse (Genève et Vaud), il rappelle l'écart important qui existe entre les salaires suisses et français.

Le député (MCG) indique qu'il y a un problème lié à des blocages, à différents échelons administratifs.

M. Maudet dit que c'est une autre question, pas liée directement à la formation. Il termine donc sur la question de la formation. Pour lui, l'enjeu, c'est de travailler sur la sensibilisation et la revalorisation de ces filières infirmières, pas forcément en termes financiers, mais plutôt sur les heures de travail et les perspectives de progression.

Sur la question des HUG, M. Maudet dit que les frontaliers sont essentiellement dans la filière infirmière. Il dit que le souhait est évidemment de prioriser les personnes formées à Genève. S'il y a potentiellement des effets de favoritisme dans les ressources humaines, il est preneur de tous les cas concrets qu'on pourrait lui donner.

Une députée (PLR) pose une question sur le taux d'absence aux HUG et sur les répercussions négatives par rapport au personnel qui travaille. Elle se réfère ensuite à des négociations syndicales. La troisième question concerne l'indicateur 3.1 de la K02 sur le taux d'inscription des EMS.

Sur la troisième question, M. Maudet répond que les commissaires ont identifié cela et que la réponse se trouve dans le rapport. Sur les premières questions de la députée, il rappelle que les HUG sont tributaires de la LPAC. Il n'a pas de marge de manœuvre à ce niveau.

La députée (PLR) se réfère plus précisément à un récent renforcement de la LPAC.

M. Maudet rappelle que ce qui est sûr à son sens, c'est qu'il faut avancer sur cet enjeu de l'absentéisme : une diminution de la rémunération au bout de la première année (passer de 100% à 90%) et une gestion plus dynamique des absences. Dans ce domaine, l'IMAD est une structure qui fonctionne bien. Il rappelle qu'il faut avancer et que la Cour des comptes a documenté les coûts liés à cet enjeu. Il ajoute qu'il y a des pratiques différentes : il cite ici l'exemple du canton de Vaud. Il faut revoir ces 720 jours au niveau genevois et se pencher aussi sur les obtentions des certificats médicaux.

Audition de l'Institution genevoise de maintien à domicile (IMAD)⁷

M. Konstantinos Efthymiopoulos, président du conseil d'administration, M^{me} Emilia Frangos, directrice générale, et M. Alain Decosterd, directeur administratif et finances

M^{me} Frangos dit à la commission qu'elle a pris ses fonctions le 1^{er} janvier 2026. L'objet de la présentation du jour est le rapport financier de 2025. Elle commence en indiquant à la commission les faits marquants de 2025. Elle rappelle l'existence d'une enquête de satisfaction réalisée auprès des patients : les résultats ont été excellents. M^{me} Frangos dit que, le 18 septembre 2025, la stratégie CAP 2030+ a été lancée, avec les trois axes suivants : renforcer le réseau de santé, développer la santé et les soins domiciliaires et communautaires et investir dans le capital humain. Il y a aussi 4 leviers essentiels à l'IMAD : l'innovation, la transformation numérique, la qualité et l'efficacité ainsi que la responsabilité sociétale.

Concernant l'enquête de satisfaction, M^{me} Frangos dit que 96% des patients sont satisfaits des prestations, 99% plébiscitent le respect de la dignité du patient et 97% apprécient l'écoute des collaboratrices et collaborateurs. Sur 2000 patients, la moitié environ a répondu à cette enquête. Pour renforcer le maintien à domicile, l'IMAD a identifié 4 domaines : l'évolution des modèles de prises en charge, les itinéraires cliniques, la délégation des actes de soins et la prévention et la promotion de la santé.

En 2025, M^{me} Frangos dit que 18 315 personnes ont été prises en charge par l'IMAD. Il y a une augmentation de +0,2% par rapport à 2024 et +1,6% d'heures de soins délivrées par les équipes de l'IMAD, toujours par rapport à 2024. Concernant l'âge des patientes et patients, elle précise que l'IMAD ne fait pas uniquement de la prise en charge gériatrique. Sur les prestations en 2025, pour les soins LAMal, évaluation, coordination et soins, il y a eu 13 196 personnes soignées à domicile, ce qui correspond à environ

⁷ La présentation est consultable en annexe.

800 000 heures effectuées. M^{me} Frangos mentionne ensuite les hospitalisations à domicile et les UAT (unité d'accueil temporaire). Au total, l'IMAD fournit 8800 prestations au quotidien. En 2025, l'IMAD a délivré des prestations entre autres concernant l'ergothérapie, le soutien à la vie quotidienne, la diététique et la nutrition, les IEPA (immeubles avec encadrement pour personnes âgées) ainsi que la sécurité et les technologies de l'autonomie.

M^{me} Frangos dit que les collaboratrices et collaborateurs de l'IMAD sont au nombre de 2425, avec sur la totalité de l'institution 77% de femmes et 23% d'hommes. Elle rappelle que l'IMAD propose aussi de suivre des formations (santé numérique, soins palliatifs, interprofessionnalité). Sur ce point, il y a 70% des collaborateurs formés dans au moins une formation.

Pour ce qui concerne le rapport financier, M. Decosterd aborde d'abord des éléments de volumétrie. En 2025, il y a eu une augmentation de 2% des heures consacrées aux patients 6 ou 7/7 (patients qui nécessitent des soins importants) par rapport à 2024. 18% des heures totales sont réalisées le week-end. Les visites de moins de 10 minutes représentent 7,7% des heures prestées de soins, mais 22% de l'ensemble des visites. Il y a par ailleurs une diminution du nombre de portages de repas et des heures de soutien à la vie quotidienne. Sur les produits et les charges, M. Decosterd dit que les produits de la facturation sont en hausse de 2,5 millions de francs en lien principalement avec l'augmentation du tarif de contribution personnelle (qui est passé de 8 francs à 10 francs) et la hausse des prestations LAMal. Les salaires et les charges sociales sont inférieurs au budget de 4,4 millions, mais en hausse de 17,7 millions par rapport à 2024. En 2025, il y a eu le recrutement de 86,9 ETP et l'octroi d'une annuité. M. Decosterd ajoute l'enregistrement d'une provision de 11 millions de francs portant sur une éventuelle réévaluation des permanents nocturnes. Au final, le résultat net est déficitaire, ce qui est en lien avec la provision.

Un député (PLR) pose une question sur le rapport de M. Zuin. Il dit que l'IMAD est citée à plusieurs reprises dans ce dernier. Il demande quelle va être la position de l'IMAD sur le rapport effectué par le groupe de pilotage de l'équipe de M. Zuin, et quelles sont les pistes identifiées par l'IMAD. Il ajoute que, dans le cadre du prochain budget, des solutions devront être trouvées aussi bien pour répondre aux besoins de la population que pour réaliser des économies dans le futur.

Sur ce point, M. Efthymiopoulos répond que l'IMAD est actuellement dans une phase de réflexion et d'analyse. Cette phase a débuté suite à la publication du rapport, et cela se fait d'abord au niveau de la direction générale puis au niveau du conseil administratif. C'est le comité des finances du conseil

administratif qui va travailler étroitement sur ce rapport. Il dit qu'il comprend l'urgence. Pour l'instant, il n'y a pas de position concrétisée.

Le député (PLR) dit que, dans le rapport Zuin, il y a des mesures qui ont déjà des incidences sur le budget 2027. Il souligne qu'il faudra réaliser des avancées sur un certain nombre de points rapidement. Il rappelle que des éléments sont directement liés à l'IMAD dans le rapport, notamment sur les secrétaires généraux ou la transformation graduelle des contrats LSE.

M. Efthymiopoulos dit que les premières mesures seront dans le budget 2027. Cela va inclure des réflexions sur le secrétaire général, car il rappelle que la secrétaire générale de l'IMAD a démissionné.

Un député (S), s'interroge sur le restaurant Equilibrio, qui met en place une philosophie durable et écoresponsable. Sur les 548 000 repas, il veut savoir qui en est chargé.

M^{me} Frangos dit que tous les repas livrés passent par la centrale des HUG. Il y a une collaboration entre le centre de nutrition HUG et celui de l'IMAD. Cette volonté de privilégier les produits locaux est en place et se fait avec l'HUG.

M. Decosterd dit que l'IMAD essaie d'avoir un maximum de produits du terroir et qu'il y a une collaboration entre les HUG et l'IMAD.

Sur l'augmentation du tarif de la contribution personnelle de 8 à 10 francs, le député (S) demande, pour un patient lambda, à quoi correspond concrètement cette hausse.

M. Decosterd répond que cela se fait par jour de visite de soin, ce qui correspond à 10 francs par jour payés par le patient. Il précise qu'il y a des réductions tarifaires sur la contribution personnelle, en fonction du RDU (revenu déterminant unifié) du patient.

Le député (S) pose une question sur l'enquête de satisfaction. Il revient sur le chiffre des 97% de patients qui apprécient l'écoute des collaboratrices et collaborateurs. Il aimerait une réaction des auditionnés sur le temps qu'il est possible de consacrer à cette écoute lors des visites.

M^{me} Frangos répond que – dans le cadre du minutage – ce chiffre est positif. Il y a effectivement un lien qui doit se faire avec les patients.

M. Efthymiopoulos répond qu'il y a un moment qui doit être accordé à cela lors des visites.

Un député (Ve) remercie l'IMAD pour les prestations fournies à la population. Sur le plan comptable, il veut savoir si l'entier des 101 millions (MIG) correspond à l'indemnité du canton.

M. Decosterd confirme.

Le député (Ve) pose une question sur le minutage. Il veut savoir si chaque intervention est minutée ou s'il y a des interventions qui sont facturées de façon forfaitaire.

M^{me} Frangos dit que c'est la prestation en question qui détermine ceci. Il y a des prestations LAMal ou non LAMal. Les collaboratrices et collaborateurs doivent ensuite cocher les prestations.

Le député (Ve) demande si ceci prend du temps au niveau administratif.

M^{me} Frangos répond que tout est planifié : les collaboratrices et collaborateurs doivent ensuite simplement valider la prestation.

Un député (LC) demande si l'IMAD a enquêté sur la satisfaction des patients concernant les repas.

M^{me} Frangos répond positivement et dit que tous les résultats sont excellents.

Le député (LC) demande l'avis des auditionnés sur les personnes qui nécessitent de nombreux soins.

M. Decosterd dit que ces cas augmentent effectivement. Cela reste des patients qui peuvent rester à domicile. Il rappelle que c'est un levier important du réseau de soins.

Le député (LC) demande quelles sont les anticipations de l'IMAD par rapport au vieillissement de la population, sachant que ceci va probablement engendrer une augmentation du budget de ladite institution.

M. Efthymiopoulos dit que c'est une des considérations du plan stratégique 2030+, car ceci est prévisible. Il y a différents axes : mieux fluidifier avec les HUG ou encore travailler avec l'innovation. Il rappelle qu'il y a deux enjeux ici : le vieillissement, mais aussi la hausse des coûts.

Examen des politiques publiques « L Economie et emploi » et « N Energie et SIG »

Audition du département de l'économie et de l'emploi (DEE)

M^{me} Delphine Bachmann, conseillère d'Etat, M. Eric Favre, secrétaire général, M. Dominique Ritter, directeur des finances, M^{me} Christina Stoll, directrice générale OCIRT, M. Alexandre Epalle, directeur OCEI, M. Julien GARDA, directeur général OCE, et M. Cédric Petitjean, directeur général OCEN

La présidente dit que les commissaires rapporteurs sont M. François Baertschi et M. Laurent Seydoux. Ils indiquent qu'il y a une nouvelle politique publique, la N Energie, qui a quitté le programme E Environnement. Sur la

question de l'emploi, plusieurs mesures ont été mises en place. Sur l'OCIRT, des précisions ont été fournies sur les contrôles dans les entreprises. Ils remercient le département pour l'envoi de la liste des ONG subventionnées. Ils aimeraient prochainement un point de situation sur les ONG à Genève ainsi que sur le subventionnement de la Ville et du canton.

M^{me} Bachmann transmet deux informations à la commission en préambule. Le projet de loi soutien à l'audiovisuel – récemment voté par la commission – s'inscrit dans une logique de neutralité budgétaire. Comme le projet de budget 2026 n'a pas été accepté, elle indique à la commission que le département devra revenir avec un crédit supplémentaire neutre, pour libérer les montants sur les bonnes lignes. Deuxièmement, M^{me} Bachmann précise que la caisse cantonale de chômage va être réintégrée au sein de l'office cantonal de l'emploi suite à un rapport du SAI. Ceci aura un impact sur les ETP 2027, qui vont basculer à l'interne.

M. Ritter dit que, pour 2027, on se situe à +89,1 ETP.

M^{me} Bachmann poursuit en disant que les montants sont couverts par le SECO.

Après la transmission de ces deux éléments, M^{me} Bachmann revient sur les comptes. Concernant la volonté de faire un bilan du dispositif exceptionnel mis en place, M^{me} Bachmann dit que le département peut le faire. Le dispositif était décrit précisément tant dans le projet de loi que dans le règlement. Elle précise que c'était une collaboration avec les affaires internationales. Il y a aussi un sujet de préoccupation portant sur les organisations internationales. Sur ce point, elle invite la commission à communiquer directement avec le département des finances. Sur le montant versé par la Ville de Genève (2 millions de francs), elle précise que ce n'est pas entré dans le mécanisme du canton : sur ce point, M^{me} Bachmann dit qu'il faudrait ici demander des explications à la Ville.

Une députée (PLR), sur le projet de simplification de la bureaucratie, demande un point de situation. Elle demande ensuite des précisions sur la pratique des usages, entre privé et public, notamment par rapport à la petite enfance. Sur l'orientation pour les personnes sans emploi, elle précise qu'il y a des domaines qui sont en pénurie de personnel et que le chômage cible uniquement un seul et même axe de recherche. Elle demande si des mesures sont mises en œuvre pour diversifier les recherches.

Sur la question de la loi portant sur une simplification au niveau administratif, M^{me} Bachmann dit qu'il y a une étude en cours. Cette étude porte sur la pertinence de la réduction des coûts administratifs.

La députée (PLR) dit qu'il y a actuellement un niveau excessif de contraintes, aussi bien au niveau fédéral et cantonal que communal.

M^{me} Bachmann poursuit en disant que le département est effectivement préoccupé par cette thématique, qui est transversale. Concernant la question de la pratique des usages, par rapport à la petite enfance, elle précise qu'il y a plusieurs possibilités.

Concernant les mécanismes de définition des usages, M^{me} Stoll dit qu'il y a trois cas de figure. Le premier cas, c'est lorsqu'il existe une convention collective de travail (CCT) obligatoire pour le secteur : ici il n'y a pas de marge de manœuvre. Le deuxième cas se caractérise par une convention collective de travail considérée comme représentative du secteur. Ici, cela dépend des quotas d'entreprises concernées par cette convention collective. Dans le troisième cas – en l'absence du cas n° 1 et du cas n° 2 –, une enquête d'observation est faite sur le terrain.

M^{me} Stoll poursuit en disant que ce qui a donné lieu à de nombreuses discussions dans la petite enfance, c'est qu'on se situe ici dans le cas n° 2. Il y a une CCT considérée comme représentative du secteur : en l'occurrence, c'est celle de la Ville de Genève. Cette CCT Ville de Genève est proche de celle de la fonction publique. M^{me} Stoll dit que ce secteur est très particulier. Pour le domaine de l'informatique, il n'y a pas de CCT suffisamment représentative du secteur, il y a donc une enquête d'observation qui a été faite exclusivement auprès des entreprises privées.

M^{me} Stoll ajoute que les usages pour la petite enfance ont été validés par le Tribunal fédéral récemment. Le Conseil de surveillance du marché de l'emploi – employeurs, syndicats, Etat – a fixé ces principes.

M^{me} Bachmann dit que, dans ce cadre, la marge de manœuvre est nulle.

Sur la question de l'emploi et de l'orientation professionnelle, M^{me} Bachmann dit que l'assurance-chômage évolue. Dans la situation actuelle, elle précise que le département soutient fortement le principe de la reconversion professionnelle. Il y a aujourd'hui plusieurs formations à disposition pour une personne au chômage. Ces formations concernent entre autres les secteurs en pénurie de personnel. M^{me} Bachmann dit qu'il y a deux axes importants : le travail sur la réactivation des compétences de recherches d'emplois ainsi que sur le renforcement des compétences métiers.

Concernant la L02, un député (Ve) rappelle que la loi sur le travail suisse est très souple en comparaison internationale. La fermeture des restaurants à 10h du soir ne peut s'expliquer que par cette loi.

M^{me} Bachmann rappelle que, dans le domaine de la restauration, les horaires sont compliqués à gérer : la plupart du temps, ils sont coupés.

Concernant le droit public, M^{me} Stoll dit qu'il y a un certain nombre de contraintes, mais que le cadre est tout de même souple. Elle ajoute que, malgré ce cadre qui est assez large, aussi bien les employeurs que les employés ne sont pas toujours satisfaits. Pour les employés, il est parfois difficile de faire leurs 40 heures sur un nombre de jours réduit, à cause du minimum de repos qui est prévu. Il y a donc des frustrations des deux côtés. M^{me} Stoll précise que là-dessus, la marge de manœuvre du canton est inexistante. Le niveau est fédéral.

Sur la **politique publique N**, une députée (PLR) dit qu'il y a des investissements nombreux consacrés aux réseaux thermiques structurants. Les SIG ont déprécié cet actif de 106 millions de francs pour l'année 2025. Elle aimerait des explications et des précisions sur ce point.

Sur ce point, M^{me} Bachmann dit que le Conseil d'Etat a adopté ce matin même la réponse à la motion qui avait été votée à l'unanimité par le Grand Conseil sur les réseaux thermiques structurants. Le Conseil d'Etat demandera l'ajout pour un renvoi à la commission de l'énergie et répondra prochainement aux questions de cette commission.

Concernant la dépréciation, M. Petitjean dit que ce sont ici les règles IPSAS et IFRS qui font que la comptabilisation est faite ainsi aujourd'hui. Dans le cadre des réseaux thermiques structurants, il y a un fonds de péréquation et un plan financier.

M^{me} Bachmann ajoute que les résultats du fonds de péréquation viennent d'arriver et qu'ils seront notamment présentés à la commission de l'énergie.

La députée (PLR) aimerait, pour la prochaine audition du département à la commission de l'énergie, le calcul à l'origine de cette dépréciation.

M^{me} Bachmann dit qu'elle prend note de ce point, mais elle rappelle que les expertises ont déjà été nombreuses sur cet aspect. Elle précise qu'on parle ici de normes comptables.

Un député (Ve), concernant les investissements de la N01, fait noter que les 550 millions de francs votés en 2024 concernant la rénovation énergétique des bâtiments ont été très peu utilisés. Il demande donc à quel moment il est prévu de monter en puissance.

Sur les subventions, M. Petitjean dit qu'en 2025, il y a eu une augmentation de 60% par rapport aux dernières années : 80 millions de francs ont été engagés. Il dit qu'il y a une montée en puissance : il rappelle le décalage qui existe à ce niveau, avec une visibilité au niveau des comptes qui sera plus claire ultérieurement. Il y a un décalage entre les provisions faites et ce qu'on peut aujourd'hui lire dans les comptes.

Un député (LC) revient sur la N01 et la provision de 13 millions de francs portant sur des subventions potentiellement non prises en charge par la Confédération. Il demande si le risque identifié par le canton est sérieux et, pour l'avenir proche, quelles sont les intentions de la Confédération en matière financière sur ce sujet.

M^{me} Bachmann dit que la constitution de cette provision était une recommandation de la Cour des comptes. Il y a ici des appréciations différentes entre le canton et la Confédération.

Premièrement, M. Petitjean dit que la Confédération reconnaît une subvention avec un délai de deux ans, prolongeable jusqu'à cinq ans. En outre, il rappelle que, jusqu'en 2017, la Confédération reconnaissait le label HPE. A partir de cette date, la Confédération a décidé de reconnaître uniquement le label Minergie. Certains dossiers ont pu être reconnus, d'autres pas.

M^{me} Bachmann dit qu'on se situe ici sur un enjeu fédéral. Sur le programme bâtiments – qui est en cours de renouvellement et dont le budget a été fortement réduit dernièrement – elle précise qu'on est actuellement dans une phase de négociation. Elle dit qu'il y a des cantons avec des compositions territoriales très différentes. Il y a des échanges réguliers. Sur ce programme, la position de Genève est la suivante : il faut garder les subventions portant sur la transition énergétique du bâti, les critères d'attribution doivent correspondre au canton et la géothermie doit être conservée à Genève.

Audition des Ports Francs et Entrepôts de Genève SA

M. Sylvain Matthey, président du conseil d'administration, et M. Martin Dunning, directeur général

M. Dunning rappelle en préambule que la création des Ports Francs et Entrepôts de Genève remonte à 1849. Il explique qu'il y a 150 000 mètres carrés de surface brute à La Praille et un chiffre d'affaires annuel de 23,8 millions de francs.

Les Ports Francs comptent 27 employés, répartis entre exploitation et administratif, et proposent deux régimes d'entreposage : hors-douane et sous-douane. Le président du conseil d'administration explique qu'il y a deux types de relations avec les locataires, un contrat de bail et un contrat d'entreposage, et que les procédures d'acceptation de la clientèle sont rigoureuses.

Sur ce qui est concrètement stocké aux Ports Francs, il indique que les seuls qui en ont connaissance sont les douaniers. Les dépôts sous-douane sont sous contrôle de l'Administration fiscale fédérale.

Le directeur général précise encore que la situation financière des Ports Francs est stable. Le dividende versé est stable depuis plusieurs années. Il ajoute que l'Etat représente environ 87% du capital.

Examen de la politique publique « M. Mobilité »

Audition des Transports publics genevois⁸

M^{me} Stéphanie Lammar, présidente du conseil d'administration, M. Lionel Brasier, directeur général, et M^{me} Eva-Maria Kerner, directrice finances et gestion

La présidente du conseil d'administration des TPG relève que 2025 a été une année avec de nombreux enjeux, notamment l'arrivée des e-bus, la proposition de la ligne des plages, l'évolution de l'offre nocturne et la prise en charge des abonnements juniors/seniors par l'Etat. Elle relève qu'au niveau administratif, des changements ont eu lieu notamment dans l'organisation des TPG. Enfin, elle note que le déficit pour 2025 est contenu et qu'il est comblé par les fonds propres des TPG, ce qui est une source d'inquiétude pour l'avenir.

M^{me} Kerner précise que le résultat net négatif est de -5,4 millions, avec une légère baisse du produit d'exploitation par rapport à 2024. Concernant les charges d'exploitation, elles ont dépassé le budget prévisionnel de 11 millions de francs. Elle note encore que les investissements se montent à 73 millions de francs avec un taux de réalisation de 50%.

Pour rebondir sur les propose de la présidente du conseil d'administration, M^{me} Kerner souligne que les capitaux propres des TPG sont passés de 36,4 millions à 32,2 millions cette année.

Les questions des fraudes et des contrôles des abonnements, des recettes publicitaires et des bus TOSA sont abordées par la commission.

En ce qui concerne les cas de fraudes et les contrôles des abonnements, le directeur général explique que les cas de fraudes existent toujours et que les effectifs des contrôleurs ne seront pas réaffectés. Il informe d'ailleurs la commission que les contrôleurs bénéficieront d'une augmentation de classe salariale en raison de leurs polyvalences métiers.

Dans le domaine de la publicité, M^{me} Lammar précise que le prestataire n'arrive pas à réaliser ce qui est prévu dans le contrat et qu'une réflexion est menée à l'interne.

Concernant les bus TOSA, le projet va se pérenniser avec la mise en service de nouveau bus de ce type sur plusieurs lignes structurantes.

⁸ La présentation est consultable en annexe.

Audition du département de la santé et des mobilités (DSM)

M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat/DSM, et M. Cyril Arnold, directeur financier/DSM

Les commissaires rapporteurs sont M. Thomas Wenger et M. Stéphane Florey. Ils précisent brièvement les points abordés : les axes forts cyclables, le projet Chrysalide et le nombre d'infractions constatées, l'extension du tram reliant Perly à Saint-Julien, et l'office cantonal des véhicules et la problématique de sa localisation.

Une députée (PLR) demande des précisions sur la liaison Jura-Léman-Salève. Elle aimerait aussi savoir quel est l'avancement par rapport au développement des pistes cyclables classiques et elle souhaiterait avoir les plans des axes forts. Concernant les écarts de charges de personnel, elle demande si le département a de la peine à recruter. Sur le projet Chrysalide, elle demande si les charges sont en voie de stabilisation.

M. Maudet répond d'abord sur la liaison Jura-Léman-Salève, qui a fait l'objet d'une annonce fin 2024 et d'une confirmation fin 2025. Ce sont ici des charges d'investissements qui sont liées au budget de 30 millions voté par le Grand Conseil à la fin de la législature précédente pour développer ce qu'on appelait à l'époque la diamétrale. Il dit qu'on se situe ici dans une logique habituelle et connue, avec un crédit d'investissements voté et l'activation d'une partie des charges par tranches au fonctionnement. Il précise que c'est assez modeste à ce stade et qu'on se situe à la phase des pré-études.

M. Maudet affirme que le tracé a été présenté à la commission des transports. Il dit qu'il y a deux segments sur lesquels des doutes subsistent. D'abord, il y a le franchissement du lac (avec deux possibilités, soit par les Eaux-Vives, soit par un accès proche du pont du Mont-Blanc). L'autre segment, c'est celui d'arrivée au sud, entre Saint-Julien et Bardonnex. M. Maudet dit que le tracé est aujourd'hui affiné, grâce notamment aux services du génie civil à l'interne. Il rappelle ici la réalisation du tunnel des Nations, un ouvrage cité comme étant une référence dans le domaine. Il mentionne quelques chiffres sur ce tunnel : 170 millions de francs pour 1,2 kilomètre et quatre nappes phréatiques franchies.

Sur les axes forts cyclables, M. Maudet dit que plusieurs crédits d'investissements ont été votés lors de la dernière législature, il y a notamment un crédit d'étude portant sur le déploiement de ces axes cyclables à partir de 2029. Il y a 4 axes forts cyclables : un le long du lac (côté rive-droite) qui arrive sur le centre-ville, un qui provient de Meyrin, un qui vient d'Annemasse, le dernier va du sud-est au sud-ouest. Il y a une volonté de rompre avec ce qui est

proposé sur la voie verte, et de prioriser sur ces axes principalement les vélos électriques puissants.

M. Maudet dit que ce projet n'est pas en lien avec le développement des pistes cyclables classiques. Sur ces dernières, il assume le fait qu'il y a peu de progrès en kilomètres : il dit que le travail aujourd'hui se fait sur le qualitatif et le sécuritaire (par exemple le secteur de l'horloge fleurie et du pont du Mont-Blanc). Il précise que la « récompense » du Pneu crevé – obtenue conjointement avec la Ville – a récemment mis en avant les dangers liés à la rue des Deux-Ponts.

Sur la question des plans de ces axes forts, M. Maudet dit qu'il peut les transmettre à la commission. Il ajoute qu'il peut également transmettre les documents liés à l'avancement du déploiement des pistes cyclables classiques à Genève.

Sur ces dernières, la députée (PLR) comprend le choix opéré par le département qui consiste à privilégier le volet sécuritaire. Elle estime toutefois que cet aspect est encore négligé sur différents segments.

M. Maudet rappelle que l'objectif au budget, c'est 5 kilomètres, et qu'aux comptes, c'est 14 kilomètres. Il estime que le département est dans les clous par rapport aux 80 kilomètres. Il envoie volontiers la liste des 14 kilomètres de progression. Sur Florissant, il dit que le chantier – différé pour des motifs de coordination des chantiers – va prochainement débiter.

Concernant les ETP, M. Maudet précise que 600 à l'aune de l'Etat, c'est effectivement un petit département. Il prend l'exemple de la politique publique M, qui représente environ deux tiers du département. Il y a notamment une difficulté chronique à trouver des ingénieurs en circulation, qui savent paramétrer les feux. Il précise qu'il n'y a pas de filière de formation dans ce domaine. Il ajoute qu'on se situe à 6 postes vacants sur 400 (en considérant uniquement les transports) et que cette proportion n'est pas totalement déraisonnable.

Sur le projet Chrysalide, M. Maudet dit que, pour les jeunes, cela ne devrait pas progresser : il y a un plateau qui est atteint. L'idée ici, c'est qu'ils continuent à utiliser les transports publics une fois passé l'âge des 25 ans. Il y a par contre une capacité de progression avec les aînés, les plus de 65 ans. M. Maudet dit qu'il a renoncé à relancer des campagnes proactives : il y a eu une déception sur le taux de personnes de cette catégorie qui ont pris un abonnement demi-tarif. Il spécifie que de nombreuses communes ont reporté le soutien aux jeunes vers les aînés.

Un député (S) note que, sur la route des Acacias, les accotements ont été améliorés, ce qui est positif. Il dit qu'il existe encore d'autres axes qui doivent

être sécurisés, notamment la rue des Etuves, derrière le quai des Bergues. Il veut savoir où les gains qualitatifs se situent au niveau du canton. Concernant le Léman Express, il veut des précisions sur les subventions du canton.

M. Maudet dit que, concernant la rue des Etuves, la difficulté avec la Ville, c'est qu'ils agissent de manière massive par quartier et pas par petit secteur. Il y a actuellement une attention particulière sur les Pâquis. Saint-Gervais reste le parent pauvre : la sortie du parking de Manor est le lieu de toute une série de difficultés.

Sur les CFF, M. Maudet dit que le département a une indemnité pour les trains régionaux, qui s'élève à 24 millions. Cela est ajusté chaque année : il y avait environ 30 millions qui étaient budgétés. Il y a ici une marge de manœuvre avec les CFF en termes de délivrances de trains et de services.

Le député (S) demande quelle est la marge de manœuvre du département.

M. Maudet répond qu'il y a une somme qui est due et ensuite une marge en fonction de ce qui est vraiment délivré. Il précise que le département est en ce moment en train d'élaborer le profil d'offres pour l'année prochaine. Il relève que les CFF ont aussi leur mot à dire dans ce processus, notamment sur la cohérence globale du dispositif.

Concernant les contrôleurs dans les bus, un député (UDC) demande ce qu'il en est de la volonté de réaffecter ces postes. Il dit qu'avec Chrysalide, il y a eu une baisse drastique des amendes. Lors de l'audition des TPG, cette idée de réaffecter ces postes à d'autres tâches ne semblait pas être un sujet de préoccupation. Au lieu de ceci, il a été confirmé qu'il y a eu une revalorisation salariale sur ces postes.

M. Maudet répond qu'il a lu cet échange lors de l'audition des TPG. Il dit que, lors de la présentation du projet Chrysalide, il avait été indiqué que la perte objective nette générée par la gratuité serait de 1,6 million de francs. Il dit que le message du département sera le suivant à l'égard des TPG : il faut adapter le nombre de contrôleurs à la réalité des besoins. Au moment du budget 2027, il veut que les TPG présentent un effectif réduit sur ces postes. Sur la valorisation d'une classe supérieure, il dit qu'il a appris ceci en lisant le procès-verbal portant sur cette séance. Il précise que les TPG sont un établissement public autonome, qui échappe à la LPAC. L'autonomie de cet établissement est grande à ce niveau. Il n'y a pas de consultation de l'Etat lors de l'attribution d'une classe en plus. M. Maudet précise qu'il a transmis aux TPG qu'ils doivent tenir compte des éléments mis en avant par les membres de la commission des finances lors des auditions. Sur ce point, il regrette de ne pas pouvoir être présent lors des auditions des EPA.

Un député (Ve) souhaite une mise à jour concernant les projets liés à la relocalisation du site de l'office cantonal des véhicules. Il demande pour quelles raisons le Bureau des autos doit quitter Carouge.

M. Maudet dit que le Bureau des autos est le reflet d'une certaine époque. Il décrit concrètement le site. Avec le temps, les besoins en espaces ont diminué. Il y a eu dans le passé différents projets : un qui consistait à déplacer le Bureau des autos à Bernex, qui a été abandonné. Chose véridique, il y a eu une menace de mise à l'inventaire du bâtiment au titre de témoignage du patrimoine administratif des années 60. Suite à cela, Carouge et le canton ont décidé de poursuivre la logique de cession du terrain : céder à terme la totalité des terrains et s'engager sur un loyer. La piste actuelle, c'est le Grand-Saconnex sur un terrain qui a fait l'objet d'une votation populaire. Ce projet dépend évidemment de nombreux facteurs. Ce qui est sûr : chaque canton doit disposer d'un bureau des autos et il n'est pas possible de tout externaliser. Il rappelle que c'est une tâche régaliennne.

Un député (Ve) demande si les projets de mobilité vont être inscrits dans le plan directeur cantonal, et si ces éléments vont aussi être intégrés dans les plans communaux.

M. Maudet répond que, dans l'idéal, l'ensemble des axes de transport – vélos, trains, automobiles et transports en commun – précède dans la réflexion les développements en termes de logements. Ceci suppose un travail étroit avec les communes, et l'intégration de ces éléments dans les plans communaux.

Un député (LC) pose une question sur les avancements du tram Perly-Saint-Julien.

M. Maudet répond que, depuis trois ans, le point est au Tribunal administratif fédéral (TAF). Il déplore cet aspect. Tout a été fait : visites sur site, transmissions des documents, des échanges d'écritures, et le département est dans l'attente.

M. Maudet précise qu'il y a 9 recours en tout, qui portent sur la route de contournement et sur le tram. Tout a été déposé en 2013. Pour les opposants, il y a des riverains – qui perdent en qualité de vie – des pompistes – qui perdent une bonne partie de leurs revenus – et des gens qui par principe ont des doutes sur le tracé.

Sur ce même tram, un député (MCG) estime que ce projet est mal conçu. Pour sortir de cette impasse, il faudrait étudier des alternatives. Il demande l'avis des auditionnés.

M. Maudet répond que ne pas faire la route d'évitement implique une refonte totale du projet. Il indique qu'on arrive maintenant au bout du temps

judiciaire. Il faudra ensuite aller de l'avant, en fonction de la décision du Tribunal administratif fédéral. Il rappelle que le fait de redémarrer un autre projet impliquera une perte de temps très importante.

EXAMEN DES QUESTIONS TRANSVERSALES

La commission remercie toutes les entités interrogées pour les réponses aux questions transversales qui leur ont été transmises. L'ensemble des éléments fournis se trouve en annexe 3 de ce rapport.

Les remarques suivantes sont formulées.

Concernant les postes qui sont dans des classes supérieures à leurs fonctions, un député (LJS) dit que le Conseil d'Etat s'était engagé à corriger ces anomalies. Il précise que ceci n'a pas été fait, notamment au DIP. Il remercie en revanche le Conseil d'Etat pour le récapitulatif établi d'année en année.

Sur les mandats donnés à des entreprises de sécurité privée, un député (MCG) dit qu'il y a 25 millions de francs portant sur les mandats externes pour l'Hospice général, ce qui est considérable. Il rappelle les nombreux problèmes de sécurité qui existent dans les centres d'action sociale (CAS).

Votes et prises de position

Vote en premier débat

La présidente met aux voix l'entrée en matière du PL 13789.

L'entrée en matière du PL 13789 est acceptée par :

Oui : 10 (2 UDC, 4 PLR, 1 LC, 1 LJS, 2 Ve)

Non : 5 (2 MCG, 3 S)

Abstentions : –

Deuxième débat

La présidente aborde l'examen du rapport de gestion, politique publique par politique publique.

La présidente appelle la politique publique A – AUTORITÉ ET GOUVERNANCE

Le groupe des Vertes et des Verts a un problème avec la politique publique A04, sur l'aéroport et la politique d'égalité. Il cite l'enquête Iceberg, réalisée par le Bureau de promotion de l'égalité et de prévention des violences : il dit qu'il y a des associations actives dans le domaine des violences domestiques

qui n'ont pas reçu les fonds en question. Le rapport Iceberg mettait en avant le besoin financier de ces associations. Il indique que son groupe va refuser cette politique publique A.

M^{me} Fontanet dit qu'elle entend ce refus, mais souhaite préciser que cela n'est pas en lien direct avec le rapport Iceberg. Elle précise que cette enquête donne certains chiffres ; par contre, le million qui avait été proposé en plus ne s'inscrivait pas directement dans le contexte de cette enquête.

Vote d'ensemble sur la politique publique A – AUTORITÉ ET GOUVERNANCE

Les commissaires acceptent la politique publique A – AUTORITÉ ET GOUVERNANCE dans son ensemble par :

Oui : 8 (2 UDC, 4 PLR, 1 LC, 1 LJS)
 Non : 5 (2 Ve, 3 S)
 Abstentions : 2 (2 MCG)

La présidente appelle la politique publique B – ÉTATS-MAJORS ET PRESTATIONS TRANSVERSALES

Le groupe **LJS** souligne les dysfonctionnements pour la B05 à l'OCSIN. Il précise que l'organisation de cet office est abracadabrantesque. Sur plusieurs points, il y a un manque de cohérence. Il indique qu'il a plusieurs sources d'inquiétude et que son groupe s'opposera à cette politique publique.

Sur cette politique publique dont la caractéristique centrale est la transversalité, le groupe des **Vertes** et des Verts dit que les enjeux sont complexes. Il estime que les choses vont dans le bon sens malgré les difficultés rencontrées. Le groupe soutiendra cette politique publique.

Le groupe **MCG** refusera cette politique publique B. Il rappelle que, dans le domaine de l'informatique, il n'y a pas assez de formations proposées au niveau local. Il dit qu'il y a trop de personnel frontalier au sein des services étatiques.

Vote d'ensemble sur la politique publique B – ÉTATS-MAJORS ET PRESTATIONS TRANSVERSALES

Les commissaires acceptent la politique publique B – ÉTATS-MAJORS ET PRESTATIONS TRANSVERSALES dans son ensemble par :

Oui : 9 (3 PLR, 1 LC, 2 Ve, 3 S)
 Non : 6 (2 UDC, 1 PLR, 2 MCG, 1 LJS)
 Abstentions : –

La présidente appelle la politique publique C – COHÉSION SOCIALE

Le groupe **MCG** refusera cette politique publique portant sur la cohésion sociale. Il rappelle les coupes dans le forfait d'intégration.

Le groupe **Le Centre** s'oppose à la C01. La réinsertion professionnelle n'apporte pas les résultats escomptés. Il aimerait que des efforts plus importants soient mis en œuvre afin d'augmenter le taux de sortie des personnes à l'aide sociale.

Le groupe **PLR** refusera cette politique publique C. Il relève les problématiques de santé mentale ou d'aide sociale à Genève et constate une certaine lenteur sur ces aspects. Comme les chiffres augmentent significativement à l'aide sociale, il manque dans ce domaine une stratégie globale.

Le groupe **UDC** dit qu'il y a actuellement une explosion du nombre de personnes qui bénéficient de l'aide sociale. Il ajoute qu'il y a de plus en plus de jeunes qui sont à l'aide sociale, ce qui est inquiétant. Il dit qu'il y a de grandes réformes à entreprendre dans ce domaine. Il estime que la gestion de cette politique publique est mauvaise. Le groupe UDC refusera cette politique publique.

Le groupe **socialiste** dit que le débat ici ne se situe pas sur la gestion, mais sur des constats qui sont inquiétants à Genève. Les inégalités sociales continuent de croître. A Genève, il y a le taux de divorce le plus élevé de Suisse. On trouve aussi dans ce canton le taux de familles monoparentales le plus élevé en comparaison suisse. Il rappelle que le niveau du revenu réellement disponible est le plus bas à Genève, toujours en comparaison suisse. Sur les subsides d'assurance-maladie, il dit qu'ils croissent amplement. Sans réforme de l'assurance-maladie à Berne, ce sont les cantons qui doivent payer ces montants qui reviennent ensuite aux assurances privées. Il dit que les prestations complémentaires augmentent elles aussi. Il y a de plus en plus de personnes qui touchent des aides et qui travaillent.

Tant dans le domaine de l'asile que de la fiscalité ou des assurances-maladie, le groupe UDC dit qu'il a fait de multiples propositions et qu'elles sont souvent refusées. Pour lui, le reproche principal sur le social, c'est que les gens n'en sortent pas. Il ajoute qu'il n'y a aucune incitation pour ces personnes à sortir de ce système d'aide. Il soutient qu'il faut absolument des réformes structurelles dans ce domaine.

Le groupe des **Vertes** et des Verts dit qu'il y a actuellement une forte augmentation de personnes qui sont à l'aide sociale et qui travaillent : les working poors. Le problème est donc de nature socio-économique : il y a une

dégradation sociale importante à Genève. Il rappelle que, sur la réintégration professionnelle liée à la loi sur l'aide sociale et la lutte contre la précarité (LASLP), il faut un peu de patience avant que les effets voulus ne se déploient. Il rappelle aussi que l'augmentation vertigineuse du nombre de cas est antérieure à la mise en place de la LASLP. Le son groupe soutiendra donc cette politique publique.

Le groupe **MCG** dit que l'idée selon laquelle les gens à l'aide sociale ne veulent pas travailler correspond seulement à une minorité de ces personnes. En revanche, il ajoute qu'il y a une dérive du système social genevois. Il dit qu'il y a d'un côté des employés ou des cadres frontaliers permis G qui favorisent une forme d'assistanat. Il rappelle d'un autre côté que le marché de l'emploi est asséché.

Le groupe socialiste rappelle en outre qu'il n'est pas souhaitable d'être à l'aide sociale. Il ajoute que la précarisation de la société s'intensifie, avec l'existence de nombreuses personnes qui touchent des aides sociales et qui travaillent également. Il affirme que, parmi les nombreux problèmes actuels, il y a entre autres le dumping salarial pratiqué par les multinationales.

Vote d'ensemble sur la politique publique C – COHÉSION SOCIALE

Les commissaires refusent la politique publique C – COHÉSION SOCIALE dans son ensemble par :

Oui : 5 (2 Ve, 3 S)

Non : 10 (2 UDC, 4 PLR, 1 LC, 2 MCG, 1 LJS)

Abstentions : –

La présidente appelle la politique publique D – CULTURE, SPORT ET LOISIRS

Le groupe **UDC** dit qu'il va refuser cette politique publique. Il y a à son sens trop de différences financières entre la culture et le sport. Il dit que l'UDC avait fait plusieurs propositions pour équilibrer ces budgets. Il rappelle l'initiative cantonale qui demande des montants exorbitants pour la culture.

Le groupe **PLR** va s'opposer à cette politique publique D, qui n'a aucune cohérence et aucune vision. Il rappelle que, selon le rapport Zuin, le subventionnement culturel genevois est de loin supérieur à tout ce qui se fait au niveau helvétique. Il faut absolument envisager des réformes dans ce domaine.

Le groupe **PS** rappelle brièvement qu'il y avait récemment un vote sur le fait d'accorder plus de moyens financiers dans le domaine du sport au Grand Conseil et que l'UDC ne l'a pas soutenu.

Vote d'ensemble sur la politique publique D – CULTURE, SPORT ET LOISIRS

Les commissaires refusent la politique publique D – CULTURE, SPORT ET LOISIRS dans son ensemble par :

Oui : 6 (1 LJS, 2 Ve, 3 S)
 Non : 6 (2 UDC, 4 PLR)
 Abstentions : 3 (1 LC, 2 MCG)

La présidente appelle la politique publique E – ENVIRONNEMENT

Vote d'ensemble sur la politique publique E – ENVIRONNEMENT

Les commissaires acceptent la politique publique E – ENVIRONNEMENT dans son ensemble par :

Oui : 9 (2 PLR, 1 LC, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)
 Non : 4 (2 UDC, 2 PLR)
 Abstentions : 2 (2 MCG)

La présidente appelle la politique publique F – FORMATION

Le groupe **socialiste** dit que certains éléments avancent peu, ou trop peu. Il ajoute qu'il y a de nombreux projets pilotes, mais pas assez d'éléments tangibles. Il dit qu'il y a des besoins importants portant sur les cycles d'orientation. Par ailleurs, il y a un manque de vision globale du DIP pour l'encadrement des cas dits complexes.

Le groupe **MCG** refusera la politique publique F. Il dit que le DIP n'a pas soutenu le CUI (Centre universitaire informatique), ce qui est regrettable. Il ajoute que le rectorat de l'UNIGE a fait disparaître une institution importante. Il dit que le département et le Conseil d'Etat auraient dû fermement s'engager pour le maintien du CUI. Il évoque aussi la coupe de 2 millions sur les HES, une mesure qui n'est pas adéquate. En outre, il cite la fermeture de l'établissement Lullin.

Le groupe **UDC** va également refuser cette politique publique. Il dit qu'il faudrait plus mettre l'accent sur la formation des jeunes dans des domaines où

le personnel manque. Il ajoute qu'il n'est pas satisfait de la planification des bâtiments scolaires.

Le groupe UDC est par ailleurs en complet désaccord avec la politique financière menée par l'UNIGE. Il y a enfin dans le rapport Zuin des éléments tangibles sur l'augmentation des taxes universitaires, ce qui est positif. L'UDC refusera cette politique publique.

Le groupe **PLR** rappelle que la planification des bâtiments scolaires est aux mains du DT et pas du DIP. Sur le CUI, il dit que ce n'est pas un arrêt des formations en informatique. En l'occurrence, il a été décidé de faire évoluer ces formations et de travailler de façon transversale. Concernant la HES, il tient à préciser qu'on ne parle pas de coupe budgétaire ici.

Le groupe **Le Centre** acceptera cette politique publique. Il rappelle qu'à Genève, il y a un problème important sur la formation des jeunes. Il ajoute que ceci explique aussi ensuite la situation sociale de ces jeunes. Il dit qu'il faut tout faire pour que l'orientation professionnelle réponde correctement aux besoins des jeunes.

Vote d'ensemble sur la politique publique F – FORMATION

Les commissaires acceptent la politique publique F – FORMATION dans son ensemble par :

Oui : 8 (4 PLR, 1 LC, 1 LJS, 2 Ve)

Non : 7 (2 UDC, 2 MCG, 3 S)

Abstentions : –

La présidente appelle la politique publique G – AMÉNAGEMENT ET LOGEMENT

Le groupe **UDC** indique que, s'agissant de la politique du logement, il demeure préoccupé par la question des fondations immobilières de droit public et par les dérogations accordées aux personnes ne remplissant pas la condition de quatre années de résidence. Il rappelle que la loi a été modifiée afin de répondre à l'allongement des listes d'attente. Selon lui, le régime dérogatoire, qui devait rester exceptionnel, est toutefois devenu la règle. Il précise avoir déposé une motion auprès de la commission du logement afin de dénoncer cette situation.

Il explique que l'OCLPF décide de l'attribution des logements relevant des fondations et établit un système de priorités. Selon lui, les catégories prioritaires absorbent l'essentiel des attributions, si bien que certaines personnes inscrites depuis de nombreuses années n'obtiennent jamais de

logement. Il relève que des personnes arrivées récemment à Genève ou présentes depuis peu de temps peuvent accéder à ces logements avant d'autres candidats qui attendent parfois depuis plus de cinq ans. Le groupe UDC n'est pas satisfait de la loi adoptée il y a deux ans et refusera cette politique publique. Il ajoute qu'il ne s'étendra pas davantage sur les questions d'aménagement du territoire, qui ne correspondent pas non plus à sa vision.

Le groupe **PLR** s'opposera également à cette politique publique. Il estime que le nouveau chef du département adopte avant tout une approche de propriétaire foncier. Selon lui, ni l'Etat ni le département ne disposent aujourd'hui d'une vision claire en matière de densification et de développement du territoire à long terme. Il cite notamment l'exemple du projet de l'hôpital de Loëx à Bernex, qui illustre selon lui certaines difficultés de planification. Il relève également que les relations avec les communes rendent parfois la mise en œuvre des projets plus complexe et il considère que le canton ne fait pas preuve d'une volonté suffisante pour faire avancer certains dossiers. Il estime qu'à Genève, toute densification dépassant un certain seuil suscite rapidement des oppositions. Il souhaiterait que le département adopte une position plus claire sur cette question et il attend de voir quelle politique sera menée à l'avenir en matière de densification.

Le groupe **socialiste** relève qu'il vient d'être reproché aux socialistes de soutenir certaines politiques publiques lorsque le département est dirigé par un magistrat de leur parti politique, alors qu'il est aujourd'hui reproché à un magistrat écologiste de conduire cette politique. Il estime que, si la question des priorités d'attribution des logements peut être discutée, le principal problème réside dans le marché privé du logement. Il considère que les propriétaires privés cherchent avant tout à maximiser leurs rendements, ce qui ne favorise pas la mise à disposition de logements à des prix abordables. Selon lui, le débat porte en réalité sur la manière de répartir une offre de logements insuffisante pour répondre aux besoins de l'ensemble de la population.

Il estime que le véritable problème réside dans la construction de logements dont les loyers sont inaccessibles pour une grande partie de la population. Selon lui, la politique menée par le département est globalement satisfaisante au regard des moyens dont il dispose. S'agissant de la densification, il considère qu'il s'agit d'une question fondamentale. Il estime que le débat ne devrait pas seulement porter sur la densification elle-même, mais également sur les bénéficiaires de cette densification.

Le groupe **MCG** s'opposera à cette politique publique, celle-ci ne répondant pas à ses attentes.

Le groupe PLR ajoute que 45% des propriétaires fonciers du canton sont des entités publiques. Il ajoute qu'environ 20% des biens appartiennent à des caisses de pension, dont la CPEG, et qu'une part supplémentaire importante relève de fondations publiques. Selon elle, les propriétaires privés ne représentent qu'une faible proportion de la propriété foncière sur le territoire cantonal. La problématique du logement devrait préoccuper l'ensemble des groupes politiques. Le canton fait face à une situation préoccupante et l'ensemble de la population risque de rencontrer des difficultés croissantes pour se loger dans les années à venir, avec pour conséquence une augmentation des loyers. Il s'agit d'un véritable enjeu public.

Le groupe des **Vertes** et des Verts indique qu'il faut examiner la politique publique G de manière objective. Il relève qu'il existe historiquement des tensions entre propriétaires et locataires, notamment dans certains dossiers emblématiques comme celui du boulevard Carl-Vogt. Il estime toutefois que le magistrat actuel cherche à apporter des réponses à ces problématiques. Il ajoute qu'il n'est pas utile de prêter à son groupe des intentions ou des propos qui ne sont pas les siens.

Concernant l'aménagement du territoire, il rappelle qu'un nouveau plan directeur cantonal est en cours d'élaboration. Selon lui, il convient de laisser au département le temps nécessaire pour développer cette vision. Il ne voit dès lors pas de motif, s'agissant de l'exercice 2025, de refuser la politique menée dans ce domaine. Il conclut en indiquant qu'il convient de laisser sa chance au futur plan directeur cantonal et annonce qu'il acceptera la politique publique G dans son ensemble.

Vote d'ensemble sur la politique publique G – AMÉNAGEMENT ET LOGEMENT

Les commissaires refusent la politique publique G – AMÉNAGEMENT ET LOGEMENT dans son ensemble par :

Oui :	6 (3 S, 2 Ve, 1 LJS)
Non :	8 (2 MCG, 4 PLR, 2 UDC)
Abstentions :	1 (1 LC)

La présidente appelle la politique publique H – SÉCURITÉ ET POPULATION

Vote d'ensemble sur la politique publique H – SÉCURITÉ ET POPULATION

Les commissaires acceptent la politique publique H – SÉCURITÉ ET POPULATION dans son ensemble par :

Oui : 13 (1 S, 2 Ve, 1 LJS, 2 MCG, 1 LC, 4 PLR 2 UDC)
Non : –
Abstentions : 2 (2 S)

La présidente appelle la politique publique I – IMPÔTS ET FINANCES

Le groupe UDC indique que, s'agissant de la fiscalité, son groupe estime que la charge fiscale demeure trop élevée. Il relève également être préoccupé par les déclarations récurrentes du Conseil d'Etat selon lesquelles les finances cantonales seraient sous pression en raison de décisions prises par le Grand Conseil. Selon lui, les choix effectués par le Grand Conseil relèvent du débat démocratique et il appartient ensuite au Conseil d'Etat de les mettre en œuvre.

Il relève par ailleurs que, lors d'un récent point de presse du Conseil d'Etat, il a été indiqué que certaines dispositions relatives à la déduction sociale introduite lors de la réforme de la LIPP pourraient être contraires au droit supérieur. Selon les informations communiquées, une modification législative serait nécessaire et pourrait entraîner une augmentation des recettes fiscales de l'ordre de 30 millions de francs. Il considère que si le Conseil d'Etat entend augmenter ses recettes principalement par le biais de hausses d'impôts ou de corrections fiscales de cette nature, son groupe ne peut soutenir cette politique publique.

Il relève en outre ses préoccupations concernant la réforme envisagée par le Conseil d'Etat en matière de déduction des primes d'assurance-maladie. Il souligne qu'il s'agit d'un projet futur et rappelle que la commission examine ici la gestion de l'année 2025. Le groupe s'opposera à toute réforme qui entraînerait une augmentation de la charge fiscale sans compensation. Si une modification devait être adoptée dans ce domaine, elle devrait impérativement respecter le principe de neutralité fiscale. A défaut, il relancerait notamment son projet visant à permettre une déduction accrue des frais médicaux.

Le groupe MCG indique que deux éléments le préoccupent particulièrement. Le premier concerne la rétrocession financière à la France. Il

relève que le montant concerné s'élève non pas à 400 millions de francs, comme cela a parfois été évoqué, mais à 411 millions de francs. Il estime également que les efforts entrepris dans le cadre de la péréquation intercantonale demeurent insuffisants. Pour ces différentes raisons, le groupe MCG refusera cette politique publique.

Le groupe des **Vertes** et des Verts indique qu'il refusera également cette politique publique, principalement pour des raisons liées à la fiscalité et à la progressivité de l'impôt. Il estime qu'il existe encore des marges de manœuvre importantes en matière de politique fiscale. Il rappelle par ailleurs que son groupe continue de regretter la baisse d'impôts adoptée en 2024 puis acceptée en votation populaire. Selon lui, cette mesure pèsera durablement sur les finances cantonales.

Le groupe **LJS** refusera cette politique publique, principalement en raison de la question de la péréquation intercantonale. Il relève que les résultats présentés font apparaître un bénéfice qui ne reflète pas, selon lui, la réalité de la situation financière. Il estime que les comptes de l'Etat apparaissent bénéficiaires parce que certaines charges, notamment liées à la péréquation intercantonale, ne sont pas encore comptabilisées à ce stade. Selon lui, cette présentation donne une image incomplète de la situation financière effective du canton.

Le groupe **PLR** rappelle que le débat porte sur la gestion de l'année 2025. Il relève que les comptes présentés sont particulièrement intéressants à cet égard. Il souligne que les pertes de recettes fiscales annoncées lors de la baisse d'impôts n'ont pas atteint l'ampleur initialement évoquée. Selon lui, la diminution des recettes fiscales a été relativement limitée alors même que cette réforme a permis d'améliorer le pouvoir d'achat de la population. Il rappelle également que cette baisse d'impôts a été largement acceptée en votation populaire. Pour ces raisons, il estime que cette politique publique mérite d'être soutenue. Il ajoute toutefois qu'il faut rester vigilant quant aux futures réformes fiscales.

M. Fiumelli précise que les critiques formulées par le MCG et LJS concernant les comptes doivent être mises en perspective avec le fait que ceux-ci ont été examinés et certifiés par la Cour des comptes, laquelle a confirmé l'existence d'un bénéfice d'environ 50 millions de francs. S'agissant de la rétrocession financière à la France, il explique que le montant de 411 millions de francs comprend à la fois le second semestre de l'année précédente et le premier semestre de l'année en cours. A l'inverse, le montant de 400 millions figurant dans les comptes 2025 correspond uniquement à l'exercice concerné. Il précise ainsi que les montants comptabilisés et les montants effectivement versés ne couvrent pas exactement les mêmes

périodes, ce qui explique l'écart observé. Selon lui, les comptes reflètent correctement les charges liées à l'année 2025.

Le groupe **socialiste** rappelle deux déclarations publiques de M^{me} Fontanet. Il cite tout d'abord : « Genève peut se le permettre. Genevoises et Genevois, votez la baisse d'impôts. » Il cite ensuite : « Genève connaît une crise de dépenses. Genevoises et Genevois, il faut couper un bon demi-milliard. » Selon lui, ces deux messages sont difficilement conciliables sur le plan politique et apparaissent contradictoires. Il estime que les Genevoises et les Genevois ont été induits en erreur lors de la votation relative à la baisse d'impôts. Pour cette raison, il indique que son groupe refusera la politique publique I, qu'il considère comme marquée par une baisse d'impôts accompagnée d'un discours politique contradictoire.

Le groupe des Vertes et des Verts souhaite répondre au PLR au sujet des effets des deux baisses fiscales. Il rappelle que la diminution statique de recettes d'environ 450 millions de francs provient directement des chiffres communiqués à l'époque par le département. Il relève que la diminution constatée dans les comptes 2025 est effectivement moindre, mais rappelle que les recettes fiscales figurant dans ces comptes reposent elles-mêmes sur des estimations. Il a de la peine à admettre que des effets dynamiques significatifs puissent déjà être observés dès la première année suivant l'entrée en vigueur de la réforme.

Le groupe UDC relève que les résultats fiscaux observés démontrent, selon lui, les effets positifs de la baisse d'impôts. Il attire toutefois l'attention de la commission sur l'évolution des recettes provenant des personnes morales. Il souligne qu'il s'agit de l'une des premières années où les recettes fiscales des personnes morales sont inférieures aux montants budgétés. Selon lui, cette évolution mérite une attention particulière pour les années à venir.

Vote d'ensemble sur la politique publique I – IMPÔTS ET FINANCES

Les commissaires refusent la politique publique I – IMPÔTS ET FINANCES dans son ensemble par :

Oui :	6 (1 LC, 4 PLR, 1 UDC)
Non :	9 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 2 MCG, 1 UDC)
Abstentions :	–

La présidente appelle la politique publique J – JUSTICE

Vote d'ensemble sur la politique publique J – JUSTICE

Les commissaires acceptent la politique publique J – JUSTICE dans son ensemble par :

Oui : 15 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 2 MCG, 1 LC, 4 PLR, 2 UDC)
Non : –
Abstentions : –

La présidente appelle la politique publique K – SANTÉ

Le groupe **MCG** refusera cette politique publique. Il se dit particulièrement préoccupé par l'évolution de la gestion des HUG et de l'IMAD. Il relève notamment qu'une part importante du personnel de ces institutions est composée de travailleurs frontaliers. Il évoque également plusieurs situations individuelles et problèmes de gestion interne qui lui ont été rapportés au sein des HUG.

Le groupe **socialiste** dit que les propos tenus par le MCG reviennent à remettre en cause la présence des travailleurs frontaliers dans le domaine de la santé. Il souligne qu'une part importante du personnel des HUG et de l'IMAD est effectivement composée de frontaliers et estime que leur contribution est indispensable au fonctionnement du système de santé genevois. Selon lui, sans ces collaborateurs, il serait très difficile d'assurer la prise en charge de la population, en particulier des personnes les plus vulnérables. Il ajoute qu'il n'est actuellement pas possible de recruter suffisamment de personnel soignant sur le seul territoire genevois.

Le groupe MCG rétorque qu'il constate une vision qu'il juge trop idéalisée de la situation. Il indique que son groupe est régulièrement saisi de nombreux témoignages d'employés de ces institutions faisant état de situations de mobbing, de comportements inacceptables ou encore de cas de discrimination et de racisme. Il estime qu'il ne faut pas ignorer ces problématiques au motif que le système de santé dépend fortement de travailleurs frontaliers. Selon lui, les relations de travail doivent avant tout reposer sur le respect mutuel et la dignité des personnes. Il précise que son groupe ne souhaite pas discriminer les travailleurs frontaliers, mais considère qu'il est nécessaire d'aborder les difficultés rencontrées au sein de ces institutions telles qu'elles lui sont rapportées. Pour ces raisons, le groupe MCG refusera cette politique publique.

Il ajoute être surpris par la position exprimée par les socialistes. Il considère que la forte présence de travailleurs frontaliers soulève des questions en

matière d'emploi, de chômage et d'intégration des jeunes sur le marché du travail genevois. Il invite les commissaires à échanger avec les familles dont les enfants rencontrent des difficultés à trouver un emploi. Il cite également l'exemple des CFF, où il estime que la proportion de travailleurs frontaliers est importante. Selon lui, cette situation contribue à accroître le chômage et le recours à l'aide sociale au sein du canton.

Le groupe socialiste estime qu'il est difficile d'aborder cette question sans évoquer ce qu'il considère comme l'échec de la politique menée à l'époque par le conseiller d'Etat Mauro Poggia. Il relève que la problématique du recrutement dans le domaine de la santé n'est pas nouvelle et que les HUG comme l'IMAD doivent, depuis longtemps déjà, recruter une partie de leurs compétences au-delà de la frontière.

Le groupe des **Vertes** et des Verts indique qu'à sa connaissance, les métiers relevant de la politique publique K ne sont pas caractérisés par un problème particulier de chômage. Il estime que le lien établi entre la présence de travailleurs frontaliers et le recours à l'aide sociale ne repose sur aucun élément objectif. Il relève que des cas de harcèlement et de racisme ont effectivement été signalés aux HUG et rappelle que la commission de contrôle de gestion s'est saisie de cette problématique. Il considère toutefois qu'il n'existe aucun lien entre ces situations et la présence de travailleurs frontaliers. Selon lui, cet argument n'a aucun fondement. Ne voyant aucune raison objective de refuser cette politique publique, le groupe la soutiendra.

Le groupe socialiste indique qu'il pensait que le débat porterait essentiellement sur les chiffres et les résultats présentés dans le cadre de cette politique publique. Il estime que certains propos tenus au cours de la discussion sont excessifs et il ne comprend pas les critiques adressées au parti socialiste par le MCG. Il relève plus généralement que la commission peine parfois à débattre des questions de santé sur le fond.

Il estime de plus que les propos tenus relèvent d'un discours populiste et regrette que certains intervenants prêtent à son groupe des positions qui ne sont pas les siennes. Il souligne que les socialistes n'ont jamais affirmé que les travailleurs frontaliers constituaient une situation idéale, mais ont simplement constaté qu'il n'existe actuellement pas suffisamment de personnel résidant à Genève pour répondre aux besoins des HUG et de l'IMAD. Il précise que son groupe ne revendique pas le recours aux travailleurs frontaliers, mais constate leur nécessité au regard des besoins actuels du système de santé. Il ajoute qu'il condamne naturellement toute forme de racisme ou de discrimination. Il regrette enfin une manière de débattre qui consiste, selon lui, à attribuer à ses contradicteurs des propos qu'ils n'ont jamais tenus et à critiquer le parti socialiste sans lien avec l'objet de la discussion.

Le groupe MCG répond aux critiques formulées à l'encontre de Mauro Poggia. Il relève que, récemment, la commission du personnel de l'Etat a pris connaissance d'éléments qu'il juge particulièrement intéressants à ce sujet. Il mentionne notamment une présentation effectuée par le DEE concernant la politique du Conseil d'Etat en matière d'engagement des résidents genevois. Il explique que le DEE s'est notamment penché sur un rapport de la Cour des comptes relatif à cette thématique. Selon lui, la politique mise en œuvre sous Mauro Poggia s'inscrivait dans la continuité d'initiatives engagées par les gouvernements précédents. Il rappelle qu'à la suite d'une pétition, deux conseillers d'Etat avaient mis en place une directive interdépartementale visant à favoriser le recrutement par l'intermédiaire de l'office cantonal de l'emploi. Il indique que cette politique a ensuite été développée et renforcée.

Il ajoute que M. Poggia a également élaboré différentes directives et accords dans ce domaine. Selon lui, les critiques récurrentes formulées à son encontre ne correspondent pas à la réalité des mesures qui ont été prises. Il estime que les documents et rapports disponibles permettent de démontrer l'existence d'un travail important en faveur de l'emploi des résidents genevois. Il regrette toutefois que le Conseil d'Etat ne poursuive pas aujourd'hui cette politique avec la même détermination. Il considère cette situation comme préoccupante dans un contexte marqué, selon lui, par une augmentation du chômage et par les difficultés rencontrées par de nombreux résidents genevois dans leur recherche d'emploi. Il relève enfin qu'un important travail a également été réalisé afin d'augmenter les capacités de formation dans le domaine des soins. Il rappelle qu'en 2013, le nombre de places de formation était insuffisant et indique que M. Poggia a contribué à augmenter les effectifs d'étudiants au sein de la HES. Selon lui, ces différents éléments doivent être pris en considération dans l'évaluation de l'action menée durant cette période.

Le groupe socialiste relève enfin qu'entre l'arrivée de M. Poggia à la tête du département en 2013 et son départ en 2023, le nombre de travailleurs frontaliers a continué d'augmenter, passant d'environ 70 000 à près de 120 000 personnes. Il estime dès lors que les critiques formulées aujourd'hui à ce sujet doivent également être examinées à la lumière de cette évolution.

Le groupe **PLR** s'opposera à cette politique publique. Il relève que le rapport Zuin met en évidence de nombreuses problématiques concernant les HUG et l'IMAD et il estime qu'un certain nombre de mesures auraient déjà pu être mises en œuvre. Il considère que ces institutions bénéficient de subventions importantes et souhaite que le département soit davantage incité à entreprendre les réformes nécessaires. Selon lui, peu de pistes concrètes ont été présentées à ce stade, alors que plusieurs améliorations pourraient déjà être engagées. Il indique ne pas percevoir de volonté suffisamment marquée de

faire évoluer la situation. Il estime également que le système de santé genevois engendre des coûts trop élevés et considère que cette situation contribue à l'augmentation des primes d'assurance-maladie. Selon lui, les coûts des HUG et de l'IMAD apparaissent particulièrement importants au regard de l'ensemble du système de santé suisse.

Vote d'ensemble sur la politique publique K – SANTÉ

Les commissaires acceptent la politique publique K – SANTÉ dans son ensemble par :

Oui : 7 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 1 LC)

Non : 6 (2 MCG, 4 PLR)

Abstentions : 2 (2 UDC)

La présidente appelle la politique publique L – ÉCONOMIE ET EMPLOI

Le groupe UDC indique que cette politique publique constitue, selon lui, l'une des principales déceptions de la législature. Il relève qu'à l'arrivée de M^{me} Bachmann à la tête du département, plusieurs projets ambitieux avaient été annoncés, notamment la création d'observatoires destinés à mieux analyser les réalités économiques du canton. Il estime toutefois qu'après plusieurs années, peu de résultats concrets ont été obtenus.

Il se déclare également insatisfait de la politique menée dans le domaine des taxis. Selon lui, les problématiques liées aux plateformes de type Uber n'ont pas été résolues et les difficultés économiques rencontrées par les chauffeurs de taxi persistent. Plus généralement, il n'est pas satisfait de la gestion de cette politique publique. Il relève également que les chiffres du chômage continuent de susciter des interrogations.

Il estime enfin que l'un des principaux problèmes réside dans la difficulté à identifier précisément les besoins futurs de l'économie genevoise et à les transmettre au système de formation. Selon lui, les milieux économiques devraient être en mesure de mieux anticiper les compétences qui seront nécessaires dans les différents secteurs afin que les formations puissent être adaptées en conséquence. Considérant que ces objectifs ne sont pas atteints à ce stade, le groupe refusera cette politique publique.

Le groupe des Vertes et Verts indique que ce qui le préoccupe principalement c'est la politique de promotion économique menée par le canton. Il cite à cet égard un passage du rapport selon lequel « dans ce contexte de compétition renforcée, que ce soit sur le plan international, national ou

intercantonal, l'attractivité économique de Genève pour les entreprises internationales et les talents a continué à être une priorité ». Il relève que cette orientation vise à attirer davantage d'entreprises internationales et de nouveaux talents à Genève. Selon lui, cette stratégie doit toutefois être mise en cohérence avec les autres politiques publiques, notamment celles relatives au logement et à l'aménagement du territoire. Il estime qu'il existe une contradiction entre la volonté d'accroître l'attractivité du canton et les difficultés déjà rencontrées pour loger la population. Il considère dès lors qu'une meilleure articulation entre la politique de promotion économique et la politique d'aménagement du territoire est nécessaire. Pour ces raisons, il indique que son groupe refusera cette politique publique.

Le groupe PLR indique que les résultats présentés dans le cadre de cette politique publique démontrent la bonne performance de l'économie genevoise. Il estime qu'il serait contre-productif de chercher à affaiblir cette dynamique. Il compare cette situation à celle d'une classe composée d'élèves ayant des niveaux différents : selon lui, il ne serait pas pertinent de demander aux meilleurs élèves de réduire leurs performances afin d'atteindre un résultat plus uniforme. Il se déclare satisfait de la politique menée et considère qu'un changement positif est intervenu par rapport à la situation antérieure.

Selon lui, le département porte désormais une attention particulière aux besoins et aux préoccupations des entreprises. Il relève également que les bonnes performances économiques contribuent directement aux résultats financiers du canton, notamment par les recettes qu'elles génèrent. Il estime dès lors qu'il convient de soutenir une politique publique qui permet à Genève de demeurer attractive sur le plan économique. Selon lui, l'enjeu n'est pas de ralentir cette politique, mais plutôt de renforcer les autres politiques publiques afin qu'elles bénéficient également de cette dynamique. Pour ces raisons, il indique que son groupe soutiendra la politique publique L.

Le groupe des Vertes et des Verts précise qu'il n'a jamais soutenu qu'il fallait diminuer l'attractivité de Genève. Il indique avoir plutôt défendu l'idée d'une stabilisation de cette attractivité. Selon lui, lorsqu'un territoire atteint un certain niveau d'attractivité économique, cela entraîne également des conséquences qu'il convient d'anticiper, notamment en matière de logement, de mobilité ou d'infrastructures. Il estime dès lors que ces questions doivent être appréhendées de manière globale. Il souligne enfin qu'il n'a jamais proposé de réduire le nombre d'entreprises présentes sur le territoire genevois.

Le groupe **Le Centre** indique que la politique économique doit avant tout viser à maintenir l'attractivité du canton. Il souhaite également répondre aux critiques formulées concernant la situation des taxis et des plateformes de transport. Il rappelle que, lorsqu'il siégeait à la commission des transports,

c'est notamment M. Poggia qui avait travaillé sur cette problématique. Selon lui, il appartient désormais à M^{me} Bachmann de poursuivre ce travail et d'apporter des réponses aux difficultés qui subsistent.

Vote d'ensemble sur la politique publique L – ÉCONOMIE ET EMPLOI

Les commissaires refusent la politique publique L – ÉCONOMIE ET EMPLOI dans son ensemble par :

Oui : 6 (1 LJS, 1 LC, 4 PLR)
Non : 9 (3 S, 2 Ve, 2 MCG, 2 UDC)
Abstentions : –

La présidente appelle la politique publique M – MOBILITÉ

Vote d'ensemble sur la politique publique M – MOBILITÉ

Les commissaires acceptent la politique publique M – MOBILITÉ dans son ensemble par :

Oui : 6 (3 S, 2 Ve, 1 LJS)
Non : 5 (2 MCG, 1 PLR, 2 UDC)
Abstentions : 4 (1 LC, 3 PLR)

La présidente appelle la politique publique N – ÉNERGIE

Le groupe des **Vertes** et des Verts indique avoir été déçu par le niveau des investissements réalisés dans ce domaine en 2025. Il précise toutefois avoir obtenu les explications souhaitées et il soutiendra donc cette politique publique.

Vote d'ensemble sur la politique publique N – ÉNERGIE

Les commissaires acceptent la politique publique N – ÉNERGIE dans son ensemble par :

Oui : 10 (3 S, 2 Ve, 1 LC, 4 PLR)
Non : 4 (2 MCG, 2 UDC)
Abstentions : 1 (1 LJS)

Vote en deuxième débat

La présidente met aux voix l'article unique : « Approbation de la gestion du Conseil d'Etat ». L'article unique est adopté sans opposition.

Vote en troisième débat

Le groupe **socialiste** relève qu'en 2024, la majorité de droite a soutenu une baisse d'impôts qu'il qualifie d'irresponsable. Il constate toutefois qu'à la fin de l'année 2025, puis à nouveau en 2026 lors de l'examen des comptes, les résultats de l'Etat demeurent bénéficiaires. Selon lui, les annonces répétées d'une dégradation imminente des finances cantonales ne se sont pas concrétisées. Il estime que la politique consistant à rechercher en permanence des réductions de dépenses ne répond pas aux besoins du canton, alors même que ceux-ci continuent d'augmenter. Il considère également que les milieux économiques bénéficient d'allègements fiscaux croissants. A la lecture des comptes, il regrette ce qu'il perçoit comme une volonté de traiter ces questions de manière insuffisamment approfondie. Selon lui, les finances cantonales demeurent solides, mais les comptes reflètent également les effets des choix politiques soutenus par la majorité de droite. Pour ces raisons, il indique que le groupe socialiste refusera le rapport de gestion.

Le groupe **PLR** indique que le groupe PLR acceptera le rapport de gestion 2025. Il rappelle que l'examen de la gestion de l'Etat porte à la fois sur les recettes et sur les charges. S'agissant des recettes, il se déclare satisfait des résultats obtenus, notamment à la suite de la baisse d'impôts. Il relève que les recettes fiscales des personnes physiques sont passées de 5,461 milliards de francs en 2024 à 5,420 milliards en 2025, soit une diminution limitée. Selon lui, cette évolution démontre que la baisse d'impôts pouvait être supportée financièrement tout en laissant davantage de moyens à disposition des contribuables.

Il rappelle également que les recettes fiscales des personnes physiques s'élevaient à environ 2,459 milliards de francs en 1998, contre plus de 5,4 milliards aujourd'hui. Selon lui, le canton ne souffre pas d'un problème de recettes, mais plutôt d'un problème lié à la maîtrise des dépenses. Il reconnaît que le vieillissement de la population constitue un défi majeur et estime qu'il convient d'y répondre tout en veillant à une utilisation plus efficiente des ressources publiques. Il considère que les charges continuent d'augmenter plus rapidement que les recettes et qu'il est nécessaire d'agir avant que des mesures plus contraignantes ne deviennent indispensables.

Il se félicite à cet égard que le Conseil d'Etat ait mandaté un groupe d'experts chargé d'analyser la situation financière du canton. Selon lui, les

conclusions de ce groupe confirment des constats formulés depuis plusieurs années par son parti. Il salue les mesures proposées et indique que celles qui n'ont pas été retenues pourraient faire l'objet de futurs projets de lois. Il estime enfin que le Conseil d'Etat agit désormais sur la question des charges et considère que l'acceptation du rapport de gestion constitue également un encouragement à poursuivre cette politique.

Le groupe des **Vertes** et des Verts prend note de l'analyse développée par le PLR, tout en relevant qu'elle porte principalement sur des perspectives futures. Il rappelle que le débat ici concerne les comptes de l'année 2025. Il estime que les recettes fiscales ont permis de préserver un niveau satisfaisant de prestations publiques. Selon lui, la plupart des prestations attendues par la population ont été fournies au cours de l'exercice 2025. Il considère qu'il convient d'apprécier les comptes dans leur globalité. Il relève toutefois que les conclusions du rapport Zuin ne sont pas rassurantes. Selon lui, les mesures envisagées ne correspondent pas à une simple mise à niveau des prestations, mais risquent d'entraîner une diminution réelle de certaines d'entre elles. Il estime néanmoins que le bilan de l'année 2025 demeure satisfaisant et annonce que le groupe soutiendra le rapport de gestion.

Le groupe **UDC** relève que les comptes sont bons, mais considère que ce résultat s'explique en grande partie par des recettes exceptionnelles. Selon lui, le problème ne réside pas dans le niveau des recettes, mais dans la manière dont celles-ci ont été utilisées. Il estime que plusieurs années de recettes particulièrement favorables auraient dû permettre d'engager des réformes structurelles. Il considère que les constats formulés dans le rapport Zuin illustrent précisément cette absence de réformes. Il indique ne pas savoir s'il convient d'y voir une satisfaction ou au contraire une déception partielle. Il rappelle que l'UDC alerte depuis de nombreuses années sur l'évolution des finances cantonales. Selon lui, les problèmes identifiés à l'époque n'ont toujours pas été résolus. Pour ces raisons, il refusera le rapport de gestion et continuera à le faire tant qu'il n'aura pas obtenu satisfaction sur ces questions.

Le groupe **MCG** relève que Genève bénéficie d'une situation financière globalement favorable, comme en témoigne l'excédent de 50 millions de francs enregistré alors qu'un déficit de 256 millions était initialement prévu. Il se félicite de cette situation, tout en soulignant qu'elle contraste avec la précarité que connaissent encore de nombreuses personnes dans le canton. Selon lui, la question n'est pas celle du niveau des moyens disponibles, mais de leur efficacité. Il estime que l'Etat pourrait mieux répondre aux besoins de la population avec les ressources dont il dispose déjà. Il considère notamment que les personnes les plus modestes ne bénéficient pas suffisamment des moyens engagés par l'Etat et regrette ce qu'il perçoit comme un manque de

proximité et de bienveillance à leur égard. Pour ces raisons, le groupe MCG refusera le rapport de gestion.

Le groupe **Le Centre** indique qu'il sera attentif aux développements futurs et suivra avec intérêt les suites qui seront données aux réflexions en cours.

Le groupe **LJS** indique qu'il votera avec les mêmes réserves que celles exprimées lors de l'examen du rapport de gestion de l'année précédente.

Le PL 13789, dans son ensemble, est adopté par :

Oui : 8 (2 Ve, 1 LJS, 1 LC, 4 PLR)

Non : 7 (3 S, 2 MCG, 2 UDC)

Abstentions : –

Conclusion

Comme on le voit dans les votes non unanimes sur les diverses politiques, l'estimation globale sur la gestion de l'Etat tient à des arbitrages quant à savoir s'il faut considérer que le verre est à moitié plein ou à moitié vide. Cependant, une courte majorité estime qu'elle peut choisir la première option. Aucune des composantes de cette majorité ne considère que tout va bien dans la gestion de l'Etat, les éléments critiques étant énumérés dans les positions listées dans chaque politique publique. Toutefois, cette majorité encourage la plénière du Grand Conseil à accepter ce projet de loi.

Annexes (voir PL 13789-A Seconde partie)

- 1. Composition des sous-commissions chargées d'examiner les politiques publiques.*
- 2. Rapports des sous-commissions.*
- 3. Réponses du Grand Conseil, du Conseil d'Etat, du Pouvoir judiciaire et de la Cour des comptes aux questions transversales de la commission.*
- 4. Présentations des entités subventionnées issues du périmètre de consolidation.*

Date de dépôt : 8 juin 2026

RAPPORT DE LA MINORITÉ

Rapport de François Baertschi

Genève est assis sur un tas d'or, mais cette prospérité est malheureusement mal partagée. A ce titre, l'action du Conseil d'Etat a été négative. C'est pour cette raison que le groupe MCG refuse le rapport de gestion du gouvernement.

En termes purement financiers, les comptes de l'Etat de Genève sont réjouissants pour l'année 2025.

Un chiffre est révélateur : l'excédent se monte à 50 millions de francs alors qu'un déficit de plus de 250 millions était prévu au budget.

Conseil d'Etat et gauche désavoués

Les comptes de l'Etat 2025 sont un désaveu au pessimisme excessif du Conseil d'Etat qui se prépare à des coupes excessives et irresponsables des prestations aux habitants du canton, tout en multipliant les « cadeaux » à l'extérieur.

Pour le MCG, la bonne gestion de l'Etat et les réformes intelligentes doivent être une nécessité constante, mais il est inutile de céder à la panique comme l'a fait le gouvernement.

Les comptes de l'Etat 2025 sont également un démenti cinglant aux inquiétudes de la gauche qui vouait aux gémonies la baisse d'impôts, ciblée sur la classe moyenne, pour les personnes physiques. Cette baisse débutant en 2025 s'est soldée par une stabilité des recettes fiscales pour les personnes physiques. Cela démontre un dynamisme fiscal certain.

Vu l'effort que représente l'impôt pour de nombreux contribuables et le fait que nous étions avant 2025 bien au-dessus de la moyenne des autres cantons au niveau de la charge fiscale, c'est sans conteste une bonne mesure.

Cette réalité financièrement réjouissante est, pour le MCG, insuffisante parce que la prospérité est une bonne chose si elle est équitablement répartie.

Pour une politique de préférence cantonale

Le MCG ne croit pas aux politiques sociales-démocrates ou keynésiennes de redistribution par l'impôt qui, poussées trop loin, créent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent. Nous sommes également opposés au développement d'un assistanat absolu qui ne respecte pas la dignité humaine.

Au contraire, le MCG est favorable à une politique de préférence cantonale, qui donne la priorité pour l'emploi et le logement aux résidents genevois, mais qui prévoit également un aménagement du territoire centré sur l'humain et non le profit. Un filet social intelligent et des politiques bienveillantes, qui ne soient pas aveugles, doivent être privilégiés.

Orphelins de Mauro Poggia

Depuis le départ du conseiller d'Etat MCG Mauro Poggia, nous nous retrouvons orphelins, puisque personne n'a vraiment repris le flambeau des actions de préférence cantonale.

Le rapport de la Cour des comptes sur le dispositif d'engagement prioritaire pour l'Etat par l'entremise de l'office cantonal de l'emploi (OCE), dispositif issu de la directive du Conseil d'Etat édictée par Mauro Poggia, émet un jugement très favorable. La Cour estime que ce « *processus mis en place augmente les chances des demandeurs d'emploi d'être recrutés* ».

Le département de l'économie et de l'emploi relève que « *les personnes assignées par ce dispositif ont 2,5 fois plus de chances d'être engagées par l'Etat. Sur les 1400 postes ouverts l'année dernière, environ 800 ont été pourvus par des personnes inscrites au chômage* ».

Une autre mesure, destinée au secteur privé sous la forme d'une charte, a été mise en place avec la FER à l'époque de Mauro Poggia, en faveur de la promotion de l'engagement local signée par plus de 400 entreprises. Ces employeurs s'engagent, sans mesure coercitive, à collaborer avec l'office cantonal de l'emploi pour trouver de nouveaux employés.

Un sursaut pour l'emploi local

Si le MCG se réjouit que le département de Delphine Bachmann poursuive cette politique, nous voudrions aller plus loin et donner un nouvel élan. La pression des frontaliers sur le marché de l'emploi étant tellement forte, à la fois sur le secteur privé que le public, qu'il ne suffit pas de continuer les mesures, il est impératif d'aller plus loin.

C'est la raison pour laquelle nous avons demandé la création d'un préposé à la préférence cantonale qui a été refusée par le Conseil d'Etat et tous les partis à l'exclusion du MCG. Pourtant, il y a urgence à agir en la matière.

CUI, HES : une suite d'abandons

La politique du Conseil d'Etat en matière de formation est totalement insatisfaisante. Genève manque désespérément d'informaticiens formés et l'université, avec le soutien du gouvernement, a décidé brutalement, en décembre 2025, de mettre fin à son Centre universitaire d'informatique (CUI). Les inscriptions à cette formation sont interrompues brutalement alors que 97% des étudiants trouvent un emploi immédiatement à la sortie de leur formation. Pour l'heure, nous avons reçu beaucoup de promesses de réouverture des inscriptions mais aucune certitude.

Vu les centaines de millions de francs que les contribuables paient chaque année pour l'université, le Conseil d'Etat, autorité de tutelle, aurait dû intervenir. D'autant plus que nous n'arrivons pas à engager suffisamment d'informaticiens locaux pour les besoins de l'Etat. Et ceci de manière dramatique.

Il y a une autre coupe négative dans le financement de l'Etat en matière de formation professionnelle. Il s'agit des 2 millions de francs retirés des HES, montant dont une importante partie devait servir à aider les élèves en difficulté dans certaines matières comme les maths. Le MCG s'est vigoureusement opposé à cette réduction irresponsable en soutenant le référendum contre cette mesure inacceptable.

Frontaliers : la double peine

Au moment où le Conseil d'Etat et sa majorité coupent 2 millions dans les HES, ils se montrent par ailleurs très généreux envers la France. Sans peur des contradictions, notre gouvernement a proposé rien de moins qu'un cadeau de 39,5 millions de francs à la France voisine pour financer des parkings P+R sur le territoire hexagonal. Quand bien même la France recevra près de 500 millions de francs en 2026 destinés à financer entre autres... des P+R.

Ces prodigalités invraisemblables sont soutenues par tous les partis du Grand Conseil, à l'exception du MCG. Ici, la droite et la gauche sont réunies dans une union sacrée pour dilapider l'argent des résidents genevois... hors de Genève.

Autre sujet de préoccupations, le MCG n'a été suivi que très récemment dans sa demande de faire réétudier les conditions de la péréquation intercantonale qui se fait au détriment de Genève à coup de centaines de

millions de francs. Ce mauvais calcul est dû au fait que l'on ne tient pas compte de cette réalité évidente que les frontaliers... n'habitent pas sur le territoire suisse. Incroyable mais vrai !

Pour les Genevois, c'est la double peine avec une pression sur l'emploi des frontaliers et une perte excessive des recettes fiscales dues à la péréquation en raison d'un mauvais calcul de l'impôt des frontaliers.

Aide sociale sous domination frontalière

Le MCG est très inquiet de la façon dont est menée la politique d'aide sociale. Le fait que près de 20% des managers et des assistants sociaux soient frontaliers permis G pose un grave problème. Ils importent du pays voisin une philosophie française de l'aide sociale teintée de laxisme et de socialisme jacobin. D'autant plus que de nombreux chômeurs en fin de droit se retrouvent dans cette situation du fait de la sur-concurrence frontalière sur le marché de l'emploi. C'est le service après-vente frontalier !

Par ailleurs, la pression sur les salaires et les emplois est incontestable, obligeant de nombreux travailleurs en fin de carrière ou des jeunes à recourir à l'aide sociale. Les chiffres de l'Hospice général sont inquiétants.

A juste titre, l'Hospice général a présenté le défi auquel l'institution est confrontée. Il cite ainsi une étude de Credit Suisse qui s'appuie sur l'indicateur RDI (« Regional Disposal Income ») qui représente l'attrait financier résidentiel des régions pour une large classe moyenne par rapport à la moyenne nationale. Dans ce classement, Genève est le plus mal placé de tous les cantons suisses.

Cela signifie que nous sommes le canton où la classe moyenne a le plus bas pouvoir d'achat. Nous trouvons là l'explication de l'explosion de l'aide sociale.

On s'interroge également sur le fait que 1600 titulaires d'un titre universitaire sont à l'aide sociale : Genève subit un véritable gâchis de compétences !

Pour le MCG, le recours à l'aide sociale pourrait être réduit par une politique affirmée de préférence cantonale.

Les SIG problématiques

Actuellement, une sous-commission de la commission de contrôle de gestion du Grand Conseil examine le fonctionnement des SIG suite à plusieurs alertes. Les tarifications dues à des calculs contestables se font au détriment de l'utilisateur.

Nous sommes inquiets des dépenses engendrées par les réseaux thermiques structurants (RTS) ainsi que des pertes massives déjà enregistrées. La viabilité économique de ce système est objectivement mise en cause puisque les usagers ou les contribuables doivent régler l'addition d'une manière ou d'une autre par des financements exceptionnels.

Aux SIG également, l'arrivée massive de frontaliers permis G aux postes de cadres est inquiétante. Il est urgent que soit réformée la politique de ressources humaines, déjà mise à mal par des cas de népotisme largement médiatisés.

Nous réclamons là aussi une meilleure gestion de cet établissement public autonome placé sous la surveillance du Conseil d'Etat, mais également un choix des cadres qui aient un lien réel avec Genève. C'est de moins en moins le cas et cela nous préoccupe fortement.

Le paradoxe genevois

Le rapport de gestion 2025 du Conseil d'Etat présente cette situation paradoxale : un canton assis sur un tas d'or et des habitants connaissant de nombreuses difficultés économiques et sociales.

Pour le groupe MCG, l'action du Conseil d'Etat devrait se concentrer sur la solution des problèmes des habitants de notre canton.

Si notre canton bénéficie d'une structure historique et géographique ouverte sur le monde, il doit mettre en place des mesures de protection des résidents genevois. C'est ce qui a été initié avec la directive dite de préférence cantonale, mais la pression est trop forte pour se contenter de l'existant. Le Conseil d'Etat doit impérativement prendre des mesures à la hauteur des défis, ce qu'il ne fait pas.

Pour cette raison, le groupe MCG refusera le rapport de gestion du Conseil d'Etat pour l'année 2025.

Date de dépôt : 9 juin 2026

RAPPORT DE LA SECONDE MINORITÉ

Rapport de Matthieu Jotterand

« Genève peut se le permettre », disait en substance la conseillère d'Etat Nathalie Fontanet au sujet de la baisse d'impôts d'environ 400 millions votée en novembre 2024. Un an et demi plus tard, ce serait la catastrophe... selon la même personne ! Or, force est de constater que, dans un sens comme dans l'autre, la réalité est quelque part au milieu, nuancée, et que la conseillère d'Etat est dans les deux sens dans l'exagération.

Non, Genève ne pouvait et ne devait pas se permettre cette baisse d'impôts décidée à la suite de résultats extraordinaires ces dernières années et, non, Genève n'est pas au pied du mur d'économies drastiques. Cette politique de l'excès en tous sens menée par la double majorité de droite cantonale nuit, d'une part, au traitement serein des finances genevoises et, d'autre part, dessert la population qui voit, globalement, sa précarité augmenter, avec plusieurs indicateurs alarmants.

Une fois de plus, des « éléments extraordinaires » sont venus améliorer substantiellement le résultat. Ils n'ont pourtant d'extraordinaires que leur nom. En effet, s'il est vrai que ce sont souvent des éléments quelque peu différents (rattrapage d'impôts, bordereau extraordinaire, secteur particulier ultra-performant, bénéfices extraordinaires de telle ou telle structure...), leur non-prise en considération et la prudence excessive dans l'établissement du budget nuisent à la sincérité de ce dernier de manière systématique, l'écart entre le budget et les comptes étant systématiquement grossier. Alors que le budget 2025 prévoyait un déficit d'un quart de milliard, les comptes 2025 se révèlent à l'équilibre, même légèrement bénéficiaires.

Ainsi la création d'une urgence financière artificiellement provoquée empêche de traiter le thème de manière rationnelle, adaptée aux besoins de la population, alors même que l'on se situe dans l'une des régions les plus riches du monde. A quoi servent de bons résultats économiques si la population n'en bénéficie pas ? A remplir les poches de quelques-uns qui ont vu leur fortune gonfler de manière indécente pendant que la baisse d'impôts leur profitait pleinement et que la droite présente la concurrence fiscale comme une fatalité.

Pourtant, les besoins de la population croissent sans discontinuer. La droite parle d'« une explosion des charges », comme si la population le faisait exprès, voire en était demandeuse, alors qu'il s'agit d'une triste « explosion des besoins ». Besoins dus à des facteurs relativement exogènes (vieillesse de la population et courbe démographique en général...), mais aussi à des facteurs endogènes. On peut citer l'explosion des loyers et des primes d'assurance-maladie, où la droite fédérale endosse l'entier de la responsabilité par sa politique farouche de dérégulation, elle qui est très largement majoritaire depuis toujours.

On peut aussi évoquer l'apport démographique dû aux crises dans le monde, là aussi largement dues aux droites libérale et xénophobe. L'augmentation nette des *working poors* est aussi alarmante et, alors que la fortune du centile supérieur de la population augmente de manière exponentielle et complètement décorrélée d'un quelconque travail, c'est particulièrement intolérable. L'impôt sert alors de mécanisme redistributif et c'est précisément en cela qu'il est attaqué par la droite. C'est pour cela que chaque année la droite crie au loup lors du budget, afin d'essayer de le couper au maximum et c'est pour ça que, chaque année, la population « découvre » que ce n'était que mensonge lors des comptes.

La critique des comptes, pas de l'administration

Au vu de l'introduction cela semble évident, mais cela va toujours mieux quand c'est écrit clairement : ce regard critique sur la politique financière menée qui découle sur ce rapport de minorité ne constitue nullement une remise en question du travail de l'administration. Que les fonctionnaires qui s'engagent jour après jour pour le bon fonctionnement de l'Etat de Genève soient ici remerciés pour la qualité de leur travail et, pour la tenue des comptes en particulier, celles et ceux du département des finances.

Notons que, pour l'année 2025, les fonctionnaires ont bénéficié de l'annuité qui leur est due et que les comptes sont légèrement positifs. Cela rend d'autant plus indécentes la suppression à court et moyen terme de l'annuité et les attaques, notamment sur le nombre d'heures de travail, par le rapport Zuin qui vise frontalement leurs conditions de travail.

Un exercice trompeur pour masquer les tromperies

Comme indiqué en introduction, la politique menée par les majorités de droite au Conseil d'Etat et au Grand Conseil sont faites de cadeaux fiscaux aux plus riches et d'austérité artificielle. Cet exercice 2025 présente plusieurs particularités liées à la baisse d'impôts imposée par Nathalie Fontanet, qui a

été suivie par le Grand Conseil et une population alléchée par un cadeau fiscal à court terme. C'était accompagné d'une promesse qui n'allait vite engager que celles et ceux qui y avaient cru : une telle baisse d'impôts serait possible sans toucher aux prestations.

A l'heure d'écrire ces lignes, il est absolument évident que ce n'était que balivernes (le doute était déjà très faible fin 2024...), mais cela implique plusieurs particularités pour l'exercice 2025 passé en revue.

La première, c'est que les prévisions fiscales, toujours si largement sous-estimées, ont été, à l'heure du budget, remontées. Une demande de longue date de la gauche, mais qui intervient de manière à rehausser les recettes de quelques centaines de millions l'année où il faut... cacher une perte de revenus de quelques centaines de millions ! A l'heure des comptes, force est de constater que ces prévisions un peu moins conservatrices sont restées en deçà des recettes fiscales effectives, mais que le différentiel s'est avéré moins démesuré que les années précédentes. La revendication de longue date de la gauche était donc bien avisée même si réalisée à mauvais escient.

Une autre particularité réside dans le vote d'un budget assez nettement déficitaire, là aussi pour masquer la baisse d'impôts et faire croire à la population qu'elle ne rimerait pas avec baisse de prestations. Autant l'on voit avec le traitement du budget 2026 ou le rapport commandé à un ancien magistrat de la Cour des comptes que c'était clairement de la poudre aux yeux, autant ce budget sans coupe a traversé sans problème une période économiquement plus compliquée.

Un contexte manipulé

Voilà une belle illustration de la malhonnêteté intellectuelle de la droite : accepter l'année du « cadeau fiscal » un budget avec des charges largement en hausse et des centaines de nouveaux postes pour hurler à la mort l'année d'après en soulignant une soi-disant « crise » que nous traverserions.

S'il est vrai que la conjoncture a été, en 2025, un peu moins favorable aux secteurs qui rapportent le plus en termes d'imposition des personnes morales au canton, il y a toujours deux éléments systématiquement oubliés par la majorité : la réserve conjoncturelle et le niveau actuellement acceptable de la dette. Les cris d'alarme actuels sur le besoin de tout couper sont ainsi très largement démentis par le déroulement de l'année 2025.

Une politique toujours plus déconnectée des besoins

Loin de tout ce remue-ménage du Conseil d'Etat et de la commission des finances dont les représentativités de la population genevoise semblent bien

faibles, une constante a perduré en 2025. Une part toujours plus importante des Genevoises et des Genevois a de la peine à boucler les fins de mois. Les loyers explosent, l'assurance-maladie force de plus en plus le recours à des subsides et la plupart des salaires stagnent.

Malgré une certaine accalmie dans la rudesse du discours due à la nécessité de masquer à court terme les effets de la baisse d'impôts, le discours habituel a continué lors de cette année 2025 sur plusieurs points pourtant facilement objectables.

Le premier consiste à vouloir calquer les dépenses de l'Etat sur la courbe démographique alors même qu'une telle idée a été rejetée par la population en votation. L'intensification d'une baisse du climat social liée aux marchés du travail, de la location et de la santé en roue libre se traduit implacablement par des charges qui augmentent plus vite que la population.

Le deuxième consiste à traiter le budget de l'Etat comme le budget d'un ménage, principe thatchérien pourtant largement déconstruit depuis par les économistes. S'alarmer à court terme de dépenses plus hautes que les recettes a un sens dans le cadre d'un ménage basique, mais c'est négliger le volet investissement et les soubresauts liés à la conjoncture, sans compter l'importance de faire balancier à ces derniers.

La cohésion sociale dans le viseur, la formation insuffisante

Les chiffres sont implacables, la précarité augmente. Cela se retrouve dans le nombre de personnes bénéficiant de prestations à l'Hospice général mais aussi dans le nombre de personnes nécessitant des mesures de protection de l'adulte et de l'enfance, le tout étant souvent étroitement imbriqué.

D'un côté, la politique liée à la formation continue à reculer en termes d'inclusion et se transforme toujours plus en formation de main-d'œuvre plutôt qu'en enseignement et en éducation. La transformation de l'enseignement du français et de l'anglais à du français commercial et de l'anglais commercial dans une filière illustre à merveille cette dérive.

De l'autre, des personnes arrivent à l'âge adulte avec peu de clés en main et des chances accrues de tomber dans la précarité. Au lieu de corriger cela, la majorité de droite voit une nécessité de couper les prestations sociales en imaginant que ces personnes se retrouveraient à l'aide sociale, si ce n'est par confort, en tout cas par accommodement.

Cette posture intenable à long terme mérite une vraie prise de conscience : plutôt que de se lancer dans les réformes d'horaire et de prendre des mesures d'exclusion, il est urgent de développer les bâtiments scolaires, d'arriver à une réforme de la maturité convaincante, de renforcer l'inclusion dès le plus jeune

âge et de développer effectivement les filières d'apprentissage, en collaboration avec le marché de l'emploi.

Les communes dans le viseur

Afin de masquer la politique cantonale financière irresponsable en termes de recettes, le Conseil d'Etat a accentué la pression sur les communes. Il a notamment déposé un projet de loi visant à faire passer à la caisse les communes dans le cadre de la péréquation intercantonale et vise, globalement, à reporter des charges sur les communes. Celles-ci risquent de se voir contraintes d'augmenter le centime additionnel pour y faire face alors même que le canton, qui tient le couteau par le manche, baisse les impôts à des fins électoralistes. Cette manière de faire n'est pas acceptable.

Conclusion

Ce qui ressort au long de ces lignes n'est donc pas une opposition de principe aux comptes 2025 et encore moins une appréciation négative de la qualité du travail de l'administration lors de cette année. Il s'agit principalement de la dénonciation du jeu de dupes joué par la double majorité de droite lors de cette année 2025 hypocrite.

Celle-ci a consisté à accepter temporairement d'augmenter les charges et le nombre de postes en espérant que la population genevoise aura la mémoire suffisamment courte. Cette dernière n'a toutefois pas oublié en 2026, en l'absence de budget et lors de la prévision de coupes massives, le discours de 2024 comme quoi une baisse d'impôts était tout à fait possible sans baisse de prestations.

La population genevoise se rend tout à fait compte de ce double discours et, à l'heure où l'immense majorité des déclarations fiscales 2025 sont bouclées, qui des plus précaires à la classe moyenne supérieure a effectivement senti une différence de pouvoir d'achat ? Personne.

Qui a déjà senti ou va sentir prochainement des effets directs dans le porte-monnaie ? Les personnes qui bénéficient de subsides d'assurance-maladie et qui risquent de voir ceux-ci baisser, les personnes pour lesquelles le forfait d'intégration était une nécessité, les parents qui verront leurs enfants moins bien formés dans un cycle de 1000 élèves, l'utilisateur ou l'utilisatrice des TPG qui risque d'attendre son bus plus longtemps, l'utilisateur ou l'utilisatrice de prestations communales qui seront coupées car le budget de sa commune sera aspiré par les errances du canton...

C'est pour cela que la minorité socialiste refuse ces comptes, non pour leur tenue en tant que telle mais pour la politique irresponsable menée par une double majorité de droite au double discours. 2025 n'aura trompé personne.